Sellal, à l'hôtel El Riadh :

«Bouteflika présentera son dossier de candidature, le 3 mars prochain»

Page 3

Boumerdès

Arrestation d'un étranger en possession de 4 millions DA en faux billets

La brigade de recherches relevant du groupement territorial de la gendarmerie de Boumerdès a arrêté un individu, de nationalité étrangère, en possession d'une somme d'argent de 4 millions de dinars en faux billets de 2.000 DA,

Page 2

L'ECHO D'ALGERIE

INFORMER ET PENSER LIBREMENT

مصرف السلام
ALSALAM BANK
Algeria الجزائر
www.alsalamalgeria.com
tawassol@alsalamalgeria.com

Quotidien National d'Information - 8e Année - Mercredi 27 février 2019
22 Djoumada El Tani 1440 - N° 2030 - Algérie : 10 DA / 1 €

Déclaration de politique générale

Le gouvernement appelé à remédier aux lacunes

Poursuivant leur débat autour de la Déclaration de politique générale, la majorité des députés ont appuyé, hier, le gouvernement sur la nécessité d'intensifier les efforts pour garantir la continuité au pays dans le développement et remédier à certaines lacunes.

Lire page 3

Tamanrasset

Gaïd Salah réitère l'engagement de l'ANP pour la tenue de la présidentielle dans la quiétude

Ahmed Gaïd Salah a réagi, hier, à Tamanrasset, où il a entamé une visite de deux jours, aux marches contre le 5e mandat, qui se déroulent ces derniers, jours à travers le pays. Le chef de l'état-major de l'ANP a mis en garde «tous ceux qui appellent à la violence, et qui ignorent le souhait des Algériens à vivre en paix. Est-ce raisonnable de pousser les Algériens vers l'inconnu, à travers des appels suspects. En apparence, c'est pour la démocratie, mais sur le fond, c'est pour les conduire sur des chemins non sécurisés, et qui ne sont pas forcément dans l'intérêt de l'Algérie», a déclaré Gaïd Salah, dans un discours prononcé devant les militaires de la 6e Région...

>> Lire page 5

Présidentielle 2019

Photo : Fateh Guidoum ©

Les étudiants organisent des sit-in dans plusieurs universités du pays

Page 6

Messahel au Forum de la Chaine 3 :

«La démocratie est une réalité que le peuple algérien est en train de vivre»

Page 4

Coopération sécuritaire algéro-tunisienne

L'Algérie et la Tunisie unies par des défis majeurs

Page 6

L'Echo Sportif

Coupe d'Algérie de football - 1/4 de finale - retour

L'ES Sétif en mode «remontada» face à l'USM Annaba

Violence

Cherif Mellal agressé à Tizi-Ouzou

Pages 22 & 24

Boumerdès

Arrestation d'un étranger en possession de 4 millions DA en faux billets

La brigade des recherches relevant du Groupement territorial de la gendarmerie de Boumerdès a arrêté un individu, de nationalité étrangère, en possession d'une somme d'argent de 4 millions de dinars en faux billets de 2.000 DA, a indiqué, lundi, une source des services de la gendarmerie de la wilaya.
Les éléments de la GN ont mis fin à l'activité d'un ressortissant de nationalité africaine au niveau de la cité Cheikh Ahmed, dans la commune de Hammadi, à l'ouest du chef-lieu de wilaya, s'adonnant au trafic de billets de banque dans le périmètre de la commune, a déclaré la chargée de la cellule d'information auprès du groupement territorial de la gendarmerie de Boumerdès.
L'opération a permis la saisie d'une somme de 4 millions de dinars en faux billets de 2.000 DA, de matériels informatiques, de téléphones portables et d'un passeport étranger, a-t-elle précisé.
Après les procédures d'usage, l'individu a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Khemis El-Khechna en attendant son procès.

Khenchela

L'ex-maire condamné à 5 ans de prison ferme

Kamel Hechouf, maire de Khenchela, a été condamné, dimanche 24 février, par le tribunal d'Ouled Rechache, dans la même wilaya, à cinq ans de prison ferme, a-t-on appris de source locale.
Le maire, qui a été suspendu le 19 février, après l'affaire de l'arrachage du portrait du Président Bouteflika, était poursuivi dans plusieurs affaires, notamment mauvaise gestion du foncier et abus d'autorité. Le procureur avait requis 10 ans de prison ferme.

Douanes

Plus de 162 kg de kif traité saisis en janvier 2019

Les services de la Direction générale des douanes (DGD) ont enregistré plusieurs opérations de saisie de stupéfiants durant le mois de janvier 2019, a indiqué, hier, la DGD.
Ainsi, les services douaniers ont saisi 162,234 kg de kif traité et 10 880 comprimés et gélules de produits psychotropes en janvier dernier, précise la même source. Ces opérations ont permis l'interpellation de 19 personnes impliquées dans ces opérations de trafic illicite, dont l'âge varie entre 23 et 79 ans. Pour rappel, en janvier 2018, les services des Douanes avaient enregistré la saisie de 22,16 kg de kif traité, de 200 gr de cocaïne et de 12 350 unités de produits psychotropes.

Tamanrasset

Une cache d'armes découverte grâce à des renseignements fournis par 2 repentis

Deux terroristes se sont rendus aux autorités militaires le lundi 25 février 2019, a annoncé le ministère de la Défense dans un communiqué diffusé, hier. Les deux terroristes ont été identifiés comme étant Mustapha Imlaouene alias «Zakaria» et Lahcen Dellali alias «Abou Youcef», qui avaient «rallié les groupes terroristes» en 2015 et 2016, respectivement, a affirmé la même source. Les terroristes ont fourni des renseignements ayant permis à l'armée de découvrir une cache contenant un lance-roquette de type RPG-2, 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 180 grenades défensives, 12 fusées de calibre 120 mm, 7 obus de mortier de calibre 82 mm et un grand nombre de munitions, a précisé le MDN.

Tlemcen

Deux femmes arrêtées pour contrebande

Suite à une information parvenue en début de semaine à la police judiciaire de Tlemcen faisant état du transport illicite, à bord du train de voyageurs en partance de Tlemcen vers Oran, d'une importante quantité de tabac à chiquer destinée à la contrebande, une opération a été menée par les éléments de la police judiciaire pour l'interception de cette marchandise prohibée, selon un communiqué de presse de la sûreté de wilaya de Tlemcen. 2 femmes ont été interpellées au niveau de la gare de Ouled Mimoun avec, en leur possession, 1866 sachets de tabac à chiquer qu'elles transportaient dans des sacs. Celles-ci ont été présentées à la justice qui les a placées sous contrôle judiciaire.

Oran

Démantèlement d'un réseau de narcotrafiquants et saisie de plus de 105 kg de kif traité

Les services de la gendarmerie nationale de Mers El Hadjadj (Oran), en collaboration avec un détachement de l'ANP relevant de la 2e Région militaire, ont démantelé un réseau national de trafic de drogue et saisi plus de 105 kg de kif traité, a-t-on appris, hier, de source sécuritaire. La saisie a été opérée, cette semaine, au cours d'un barrage de contrôle dressé au niveau de la commune de Mers El Hadjadj, située à 60 km à l'est d'Oran. Une quantité de 105,8 kg de kif traité soigneusement dissimulée à l'intérieur du coffre d'un véhicule a été découverte. 2 individus se trouvant à bord de la voiture ont été appréhendés.
Les investigations menées ensuite ont abouti à l'arrestation de 3 autres membres de ce réseau ainsi que la saisie d'une somme de 1,3 million de dinars représentant les revenus de ce trafic de drogue.

Constantine

17 réseaux de trafic de stupéfiants démantelés en 2018

Dix-sept réseaux de trafic de stupéfiants, 5 internationaux et 12 nationaux, ont été démantelés par les services de la sûreté de wilaya de Constantine durant l'année 2018. Le chargé de communication de la sûreté de wilaya, le lieutenant Benkhelifa Billel, a indiqué que 872 individus impliqués dans des affaires de détention et de consommation de stupéfiants, membres de ces réseaux, ont été arrêtés au cours des 562 affaires traitées par la police et transférées aux instances juridiques.
Le bilan de l'année écoulée fait également état de la saisie de plus de 106 kg de kif traité, de 44 000 comprimés psychotropes, de près de 50 gr de cocaïne et de 142 flacons de drogue en liquide, a-t-on ajouté. Comparativement, en 2017, 707 personnes impliquées dans des affaires de détention et de consommation de drogue ont été arrêtées.

Lutte contre la criminalité

Saisie de près de 2 kg de drogue à Constantine et 5805 comprimés psychotropes dans plusieurs wilayas du pays

Les services de la sûreté de wilaya de Constantine ont arrêté un suspect et saisi près de 02 kg de cannabis, tandis que plus de 5800 comprimés psychotropes ont été saisis dans des opérations distinctes menées dans plusieurs wilayas du pays.
Les éléments de la police judiciaire de Constantine ont saisi 1,9 kg de kif traité, suite au contrôle d'un véhicule à bord duquel se trouvait le suspect, en possession de la substance prohibée. La police de Skikda a procédé à l'arrestation de 3 autres suspects et à la saisie de 3570 comprimés psychotropes. Par ailleurs, les forces de police des wilayas de Blida, Relizane et Alger, ont saisi 1515 comprimés psychotropes destinés au trafic et arrêté 4 individus suspects.
L'opération a été menée suite à des informations faisant état de 3 individus en possession d'une quantité de comprimés psychotropes.
Une fois l'identité de ces individus et le lieu où ils se trouvaient déterminés, il a été procédé à leur arrestation et à la saisie de 480 comprimés psychotropes.
Exécutée par les éléments de la sûreté de Relizane, une autre opération a permis l'arrestation d'un individu suspect et la saisie de 450 comprimés psychotropes, tandis que 225 autres comprimés psychotropes, 140 gr de kif traité et 46 armes blanches prohibées ont été saisis par la police d'Alger.

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Directeur Général Fondateur
Tewfiq Meraou

L'ECHO D'ALGERIE
Quotidien National d'Information

Directeur de la Publication
Ahsene Saaid

Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi

Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Raïs - Alger
Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02
Direction de la publicité : Tél-Fax : 023 54 23 04
بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL Compte N° : 00500111400201363101 3

Anep
Tél : 021 73 76 78
021 73 71 28
Fax : 021 73 95 59

Diffusion
Ouest-Centre-Est
Zigzag Expresse

Impression
SIA

www.lechodalgerie-dz.com E-mail : echodalgerie@gmail.com L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information @echodalgerie_dz

• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

Déclaration de politique générale

Le gouvernement appelé à remédier aux lacunes

Poursuivant leur débat autour de la Déclaration de politique générale, la majorité des députés ont appuyé, hier, le gouvernement à la nécessité d'intensifier les efforts pour garantir la continuité au pays dans les domaines du développement et remédier à certaines lacunes.

Lors d'une séance nocturne, présidée par Mouad Bouchareb, président de l'APN, en présence des membres de l'exécutif, les députés ont évoqué les acquis réalisés ces dernières années, appuyant le contenu de cette Déclaration. A ce propos, ils ont appelé à remédier aux insuffisances constatées dans plusieurs domaines économiques et à la nécessité d'associer tous les acteurs au processus de relance de l'économie nationale. Dans ce cadre, le député Bekai Hemal (MPA) a dit appuyer le contenu de la Déclaration de politique générale du gouvernement, valorisant les acquis réalisés ces dernières années. «En dépit des efforts consentis, il demeure encore des insuffisances à corriger», a-t-il estimé, citant, à titre d'exemple, l'exacerbation du chômage, notamment chez les jeunes. De son côté, la députée, Houria Mounia Laouadi (RND), a mis en avant les progrès réalisés en Algérie, notamment lors des cinq dernières années, «riches» en réalisations, et ce, en dépit de la chute des cours du pétrole, plaidant pour «l'intensification des efforts» afin d'assurer la continuité au pays. Pour sa part, la députée Chafika Ferarma (Union Ennahda-Adala-Bina), a appelé à être à l'écoute des revendications du peuple et à ouvrir un dialogue «sérieux» avec l'ensemble des acteurs, en vue de construire l'avenir de l'Algérie, en s'interrogeant sur le devenir de la politique de diversification économique. Le député Mohamed Hallali (Indépendants), s'est félicité des acquis indéniables réalisés dans plusieurs secteurs, estimant nécessaire de redoubler d'efforts et de promouvoir certains secteurs névralgiques tels que l'agriculture qui constitue «l'une des principales alternatives économiques». Il a plaidé, également, pour la levée du gel sur nombre de projets. La députée, Meriem Messaoudani (MSP), a déploré, quant à elle, la dégradation de la situation économique du pays, en raison d'une mauvaise gestion, en dépit de quelques acquis réalisés dans certains secteurs. Pour Lakhdar Brahimi (MSP), le gouvernement n'a pas réussi à créer un «véritable» développement et à améliorer les conditions de vie des citoyens. De son côté, la députée Karima Athmane (TAJ), a mis en avant les réalisations accomplies durant ces dernières années, ainsi que la politique de réforme initiée par les pouvoirs publics, estimant qu'en dépit de tous ces acquis, il reste encore quelques lacunes à corriger, à l'image de la bureaucratie qui entrave les projets d'investissement. Elle a appelé, à ce propos, à la mise en place d'un programme pour la réalisation d'un véritable développement économique. Dans le même sens, la députée, Dahbia Loucif (RND), a mis l'accent sur la vision prospective du président de la République, appelant à l'impératif de déployer davantage d'efforts, notamment en matière de création d'emploi au profit des jeunes. Devant les députés, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, s'est longuement efforcé à défendre le bilan de son gouvernement durant les cinq dernières années, tout en évoquant le contexte actuel marqué par de nombreux défis, notamment aux plans économique et sécuritaire. Ouyahia a indiqué, à cet égard, que le droit de manifester pacifiquement est garanti par la Constitution, tout en mettant en garde contre d'éventuels «dérapages», et évoqué une Conférence nationale de consensus sans précédent pouvant proposer un amendement «radical» de la Constitution.

Nous sommes tous, en dépit de nos divergences, les enfants de l'Algérie, qui avons choisi la paix et la réconciliation nationale pour vivre dans la stabilité

Tout en se félicitant du déroulement pacifique des manifestations enregistrées, vendredi, dans plusieurs wilayas du pays, a appelé à la «vigilance pour éviter tout dérapage» pouvant survenir au cours de ces manifestations, d'autant plus, a-t-il dit, qu'elles ont eu lieu suite à des appels anonymes sur les réseaux sociaux. «Jusqu'à présent, ces manifestations sont pacifiques mais elles pourraient revêtir un autre caractère demain», a prévenu le Premier ministre, observant qu'un «aperçu de ces possibles dérapages a été donné à travers des appels aux élèves des écoles à prendre part aux manifestations. Commentant le contenu des slogans scandés lors des manifestations, appelant notamment, au changement, Ouyahia a affirmé que l'élection présidentielle du 18 avril prochain sera l'occasion pour le peuple algérien de faire son choix «en toute liberté et en toute souveraineté». «Chacun a le droit de défendre un candidat ou de s'opposer à lui, mais c'est l'urne qui tranchera de façon pacifique et civilisée», a-t-il fait valoir. Revenant sur la Conférence nationale de consensus que le Président Bouteflika, dans sa lettre de candidature à l'élection présidentielle, s'est engagé à convoquer, s'il était réélu pour un autre mandat, Ouyahia a précisé que cette conférence serait «une première dans l'histoire de l'Algérie», qu'elle serait ouverte à «tous» et constituerait un espace pour faire des propositions en vue «d'opérer un changement dans le pays, y compris à travers un amendement de la Constitution pouvant être radical». «C'est une main tendue sincèrement par le président Abdelaziz Bouteflika» aux forces politiques, sociales et économiques du pays «sans exclusion» afin de «débattre librement, de dégager une plateforme politique, économique et sociale, et de proposer aussi une réforme constitutionnelle à la hauteur de leurs attentes», a-t-il ajouté. «Nous pouvons être d'accord, comme nous pouvons diverger, mais nous sommes tous les enfants de l'Algérie qui a souffert de la tragédie et l'Algérie est en droit, aujourd'hui, de vivre en paix et dans la stabilité, le peuple algérien ne doit pas perdre les fruits de la stabilité qui est le résultat de sa volonté lorsqu'il a choisi la paix et la réconciliation nationale», a-t-il souligné. Dans son argumentaire en faveur de cette conférence, Ouyahia a expliqué que face aux défis et aux enjeux, l'Algérie est interpellée pour «redoubler d'efforts et approfondir ses réformes», à travers une «jonction féconde des énergies dans le respect des diversités d'opinions». Enumérant les défis et enjeux auxquels l'Algérie est confrontée, il a cité, au plan interne, «l'importante progression» réalisée dans le domaine du développement, notamment humain, les «ambitions légitimes» des jeunes générations, les «exigences intégrales» d'un Etat de droit et de démocratie pluraliste, ainsi que la nécessité de développer davantage une économie diversifiée et compétitive, fournissant à l'Etat les ressources nécessaires pour la pérennité de la politique nationale de justice sociale et de solidarité nationale. Au plan externe, le Premier ministre a mentionné l'instabilité, les foyers de tension, de terrorisme et de crime transnational qui persistent dans le voisinage immédiat, ainsi et les incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale en général et les facteurs de bouleversement qui s'accumulent sur le marché international des hydrocarbures. Passant en revue l'état de mise en œuvre du programme du Président Bouteflika pour la période de 2014-2018, Ouyahia a affirmé qu'il est marqué par des «avancées majeures dans tous les domaines» grâce à «la continuité et la persévérance dans la démarche». Le Premier ministre a évoqué aussi une «véritable renaissance nationale» au cours de ces 20 dernières années. La Déclaration de politique générale du gouvernement livre une somme «impressionnante» de données sur les réalisations accomplies, qui ont «profondément» transformé le pays, a-t-il dit. «Les réalisations physiques des vingt dernières années sont le fruit d'une véritable entreprise de reconstruction nationale d'un pays mis à genou par une grave crise économique, mais aussi terriblement frappé par une tragédie nationale sanglante», a-t-il soutenu.

T. Benslimane

Sellal, à l'hôtel El Riadh :

«Bouteflika présentera son dossier de candidature, le 3 mars prochain»

Le candidat, Abdelaziz Bouteflika, présentera son dossier de candidature à la prochaine élection présidentielle, dimanche 3 mars, auprès du Conseil Constitutionnel. C'est ce qu'a annoncé, hier à Alger, son directeur de campagne, Abdelmalek Sellal, lors d'une rencontre avec des organisations du mouvement associatif organisée à l'hôtel El Rhiad. Devant une salle comble, Sellal a souligné, une nouvelle fois, que le président de la République «ne fait que répondre à l'appel de la majorité du peuple qui l'avait sollicité avec insistance à poursuivre son œuvre». «Abdelaziz Bouteflika a le droit de se présenter. C'est à la fois un droit et un devoir constitutionnel. Tout citoyen peut exprimer son avis en toute liberté. Il est inadmissible de l'empêcher de jouir de ses droits constitutionnels», a-t-il lancé. L'ancien Premier ministre s'interroge: «que voulons-nous aujourd'hui. Avons-nous pour objectif de consacrer le régime républicain, fruit des sacrifices des chouhada, ou voulons-nous un régime dictatorial ou populiste ?». Pour Sellal, seuls le Conseil constitutionnel et l'urne trancheront en dernier ressort sur, d'abord la candidature de Bouteflika, ensuite, sur son éventuelle réélection. «Nul ne peut annuler les dispositions constitutionnelles», a-t-il insisté. Et d'ajouter que «la liberté de se porter candidat est consacré par la loi fondamentale du pays. Telle est la réalité qu'il faudra préserver. Chacun de nous doit respecter cet acte démocratique». Sellal se dit persuadé que la majorité du peuple sera au rendez-vous le jour de l'élection. A l'adresse de son auditoire, il a affirmé que le chef de l'Etat mènera «une campagne propre et respectueuse de l'éthique électorale». Evoquant la lettre de candidature de Bouteflika, il a estimé qu'elle constitue une référence et une plate-forme de travail. Il a rappelé que la conférence nationale de consensus à laquelle il a appelé, est ouverte à toutes les composantes de la société dont le mouvement associatif. «Ce n'est pas uniquement une affaire de partis politiques. Vous êtes les projecteurs de la société. C'est bien vous qui aidez l'Etat à rectifier ses erreurs. Votre candidat vous promet de bannir la bureaucratie pour vous permettre l'épanouissement véritable. L'Etat ne peut pas tout assumer, seul. Vous devez prendre part à cette conférence pour défendre la démocratie participative, principal projet de Bouteflika», a précisé Sellal, sous les acclamations de ses partisans.

L'ECHO D'ALGERIE
www. lechodalgerie-dz.com

Messahel au Forum de la Chaine 3 :

«La démocratie est une réalité que le peuple algérien est en train de vivre»

«Le choix démocratique qui a été fait par l'Algérie n'est pas une coquetterie, ce n'est pas parce que c'est à la mode. C'est un choix stratégique. La démocratie, c'est l'antidote du discours de l'exclusif et de l'exclusion», a déclaré hier, Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères.

Invité du Forum de la Chaine 3 de la Radio Nationale, Messahel a déclaré que «la démocratie est une réalité que le peuple algérien est en train de vivre». Citant les droits à la liberté d'expression, de presse et d'organisation, concrétisée en Algérie et «confortés par la constitution de 2016», le ministre a estimé que l'élection du 18 Avril prochain sera un nouveau rendez-vous pour la démocratie, «parce, a-t-il ajouté, ce jour-là c'est au peuple et au peuple seul de choisir celui qui va le diriger dans un cadre défini par la constitution». Le chef de la diplomatie algérienne est revenu sur les quatre promesses faites par le président de la République en 1999, à savoir «l'arrêt de la fitna, la relance de l'économie nationale, permettant à l'Algérien de retrouver sa dignité et de se réconcilier avec lui-même et, enfin, permettre à l'Algérie de retrouver sa place dans le concert des nations». «20 années se sont écoulées et je crois, affirme-t-il, que non seulement ces promesses ont été tenues, mais que l'Algérie est devenue un pays stable et reconnu dans le monde».

Les observateurs étrangers confirment leur présence

En prévision du scrutin présidentiel, les observateurs étrangers ont confirmé leur présence, à fait savoir, Messahel. «Il y aura des observateurs africains, de la Ligue arabe, de la Conférence islamique et je viens d'avoir la confirmation que des observateurs de l'Union européenne et des Nations unies, seront également présents», a-t-il affirmé. En plus de la reconnaissance des efforts et de la contribution de l'Algérie à la paix dans le monde par la communauté internationale, le ministre estime que «tout le monde tient à la stabilité de l'Algérie».

Retour des djihadistes : «il faut être vigilant»

Interpellé sur la menace terroriste, particulièrement dans ce contexte marqué par le retour des dhjihadistes de Daech, l'invité de la Radio Nationale a salué d'emblée les efforts des éléments de l'ANP qui ont fait avorter des tentatives de pénétration des terroristes, avant de déclarer que le retour des djihadistes constitue un grand danger. Citant les organismes internationaux qui notent une faible présence d'Algériens dans les rangs de Daech, «173 viennent essentiellement de leur pays de résidence», le ministre appelle, toutefois, à la vigilance et rappelle la vague de retour des terroristes qui avait précédé la décennie noire.

le respect des frontières et l'autodétermination sont les fondements de base de l'UA dans le règlement du conflit du Sahara occidental

Les principes du respect des frontières et de l'autodétermination sont les fondements de base de l'Union africaine (UA) dans la résolution du conflit du Sahara occidental conformément à sa constitutive, a réitéré mardi le ministre des Affaires étrangères Abdelkader Messahel qui a rappelé que la question du Sahara occidental relève, avant tout, du domaine et du ressort exclusif des Nations unies, et est la priorité de l'Afrique étant donné qu'il s'agit du dernier territoire du continent non autonome. «Elle est la priorité des Africains, a indiqué le ministre en référence à la constitutive. Il y a deux principes sur lesquels l'UA est extrêmement vigilante : le principe du respect des frontières héritées après l'indépendance et celui de l'autodétermination. «Ce sont les deux piliers fondamentaux et cardinaux autour desquels se construit l'UA», a-t-il ajouté, rappelant que la question figure à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations unies et de l'Union africaine (UA). Interrogé sur l'engagement des Etats-Unis à résoudre le conflit sahraoui depuis l'arrivée du président américain Donald Trump, notamment après la récente visite d'une délégation du Congrès américain au camp chahid El-Hafedh des réfugiés sahraouis, Messahel a constaté que les Américains, aujourd'hui, «mettent la pression sur les parties concernées, constatant que c'est une question qui a trop duré dans le temps». «Nous avons fait le constat, c'est une question qui n'a que trop duré et qui doit trouver sa solution. Les Etats-Unis, aujourd'hui, mettent la pression sur toutes les parties au conflit pour qu'elles puissent aller vers une solution dans le cadre des résolutions des Nations unies», a déclaré le ministre des Affaires étrangères. «Cela est une bonne chose que des pays membres du Conseil de sécurité fassent pression sur les deux parties politiques (Front Polisario et Maroc, Ndlr) pour qu'elles puissent arriver à trouver une solution fondée sur le droit à l'autodétermination», s'est-il réjoui. Dans ce sens, Messahel a expliqué qu'aujourd'hui, il est demandé aux pays voisins comme l'Algérie et la Mauritanie, d'apporter leurs contributions. «L'Algérie a toujours été un pays qui a accompagné les efforts des Nations unies dans le cadre de la recherche de solution en qualité de pays voisin», a-t-il appuyé rappelant, dans ce contexte, que la République arabe sahraouie démocratique (RASD) est un pays fondateur de l'UA et membre à part entière de l'organisation. A une question sur les «manœuvres marocaines d'impliquer l'Algérie dans ce conflit comme partie prenante», Messahel a réitéré la position de l'Algérie en tant que pays voisin et non une partie prenante. «Ils peuvent penser ce qu'ils veulent, la réalité est toute autre, ils savent que ne nous sommes pas impliqués et qu'on est un pays voisin (...) je suis témoin, j'ai fait toutes les réunions sous l'égide de James Baker en passant par tous les représentants personnels de l'ONU, on a toujours été présents en qualité de pays voisin», a conclu Messahel. Présent depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, éligibles à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupée par le Maroc depuis 1975, avec l'appui de la France.

Ph : L'Echo d'Algérie ©

Une plus grande représentativité de l'Afrique au Conseil de sécurité est plus que nécessaire

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a rappelé l'importance d'une plus grande représentativité de l'Afrique au sein du Conseil de sécurité des Nations unies dans un monde en plein turbulences. «On ne peut pas parler de paix et de stabilité au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU en l'absence de l'Afrique. La revendication africaine va ainsi vers une plus grande représentativité de l'Afrique au sein de cette institution onusienne», a déclaré Messahel. Il a fait référence à «la résolution ou le consensus d'Ezulwini, une stratégie de l'UA, des pays africains pour revendiquer une correction historique» vu qu'au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des pays africains n'était pas membres des Nations unies. Le consensus d'Ezulwini est une position sur les relations internationales et la réforme des Nations unies, approuvée par l'Union africaine.
Il appelle à un Conseil de sécurité plus représentatif et démocratique, dans lequel l'Afrique, comme toutes les régions du monde, est représentée. «Ce que nous avons revendiqué, ce n'est pas uniquement une réforme du Conseil de sécurité mais une réforme globale du système des Nations unies», a souligné Messahel, notant que l'Afrique «est très mal représentée notamment au Conseil de sécurité des Nations unies».
«L'Afrique, aujourd'hui, continue à travailler sur ça», a-t-il affirmé, rappelant que lors du dernier sommet de l'Union africaine (UA), «nous avons réitéré notre position : deux postes permanents avec droit de véto et un élargissement des postes non permanents». «C'est une revendication qui est légitime, dans un monde également en plein turbulences», a-t-il souligné, affirmant dans ce sens que «nous, pays africains, nous croyons en les Nations unies. Répondant à une question «de savoir si l'on peut penser disposer du droit de véto face aux différentes résistances de pays, notamment les grandes puissances», Messahel a indiqué que «c'est une longue histoire, ça peut demander une émission pour rappeler qu'au sommet de Maurice, en 1975, la question de la suppression du droit de véto a été évoquée par les Africains parce qu'il y avait l'utilisation abusive de ce droit». «A l'époque, a-t-il ajouté, comme vous le savez, l'agenda du Conseil de sécurité était beaucoup plus un agenda consacré aux conflits en Afrique, à la lutte contre l'apartheid, à la décolonisation, et souvent, le droit de véto était utilisé abusivement. Ainsi, à l'époque déjà, en 1975, on avait demandé la suppression du droit de veto». Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a enfin indiqué que «maintenant il y a un processus de négociation et on verra comment cela va aboutir. Tant que ce droit de véto est maintenu, nous revendiquerons des postes permanent s et le droit de véto. Si demain, un consensus se dégage vers l'abolition du droit de véto, l'Afrique ne pourra que s'aligner».

Synthèse M. H. / Ag.

Depuis Tamanrasset

Gaïd Salah réitère l'engagement de l'ANP pour la tenue de la présidentielle dans la quiétude

Gaïd Salah a réagi, hier à Tamanrasset, où il a entamé une visite de deux jours, aux marches contre le 5e mandat qui se déroulent ces derniers jours à travers le pays. Le chef de l'état-major de l'ANP a mis en garde «tous ceux qui appellent à la violence», et qui ignorent le souhait des Algériens à vivre en paix.

«Est-ce que c'est raisonnable de pousser quelques Algériens vers l'inconnu, à travers des appels suspects. En apparence, c'est pour la démocratie, mais sur le fond, c'est pour les conduire sur des chemins non sécurisés, et qui ne sont pas forcément dans l'intérêt de l'Algérie», a déclaré Gaïd Salah, dans un discours prononcé devant les soldats de la 6e Région militaire. La visite a été entamée à partir de la frontière de l'extrême-sud du Pays, par l'inspection des unités du Secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar, où le général de corps d'Armée, et après la cérémonie d'accueil, a inauguré une nouvelle unité de la Défense aérienne du territoire. Le général de corps d'armée a tenu également, en compagnie du général-major Mohamed Adjroud, commandant de la 6e Région militaire, une rencontre avec les personnels de ces unités, au cours de laquelle il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée à toutes les unités de la Région via visioconférence, et à travers laquelle il a salué les efforts laborieux et persévérants consentis sur le terrain, par les éléments de l'Armée nationale populaire dans cette zone frontalière sensible, en guise de loyauté à leur peuple et à leur pays, l'Algérie. Des efforts qui reflètent leur grand esprit patriotique et leur attachement au message des vaillants chouhada. «En cette honorable occasion, je tiens à rendre hommage à la teneur du message de Son Excellence, Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, adressé à la ntion à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens et de la Nationalisation des hydrocarbures, pour ses propos honorables à l'adresse de l'Armée nationale populaire. Les résultats réalisés par l'Armée nationale populaire au niveau de nos frontières sud, à l'instar de toutes nos frontières nationales, voire à travers l'ensemble de notre territoire national, sont le fruit d'une vision globale de la sécurité, qui a été adoptée par le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire. La mission d'asseoir et de préserver la sécurité de notre pays requiert une application stricte et minutieuse de cette vision pertinente aux dimensions stratégiques clairvoyantes, dont la finalité est de garantir au peuple algérien le droit de vivre dans la paix et la sécurité, et qui considère ce devoir sacré comme étant des responsabilités qui incombent à l'Armée nationale populaire, conformément à ses missions constitutionnelles, dont elle s'honore d'accomplir et de mener à bien». Le général de corps d'armée a également affirmé que l'Algérie a payé un lourd tribut afin de recouvrer sa sécurité et sa stabilité, et que la préservation de cet acquis très cher devrait être à la hauteur de ce prix payé, réitérant son engagement personnel à réunir toutes les conditions favorables au bon déroulement de la prochaine élection présidentielle dans un climat de quiétude, de sérénité, de sécurité et de stabilité : «Le bon sens et le raisonnement juste et objectif nécessitent forcément d'observer et de considérer le bilan sécuritaire réalisé, après les années sombres par lesquelles est passée l'Algérie. Ce bilan témoigne du prix onéreux payé pour le recouvrement de la sécurité de l'Algérie et de sa stabilité et confirme le degré de cohésion entre le peuple et son armée, et leur lien solide, effectif et moral, et affirme que leurs chemins se rejoignent, que leur destin est le même et que leurs visions convergent, voire s'unissent vers un même avenir. Ils constituent une seule et même entité car ils appartiennent à la même nation. Tel est le secret de la ferme détermination et de la grande volonté qui ont permis de recouvrer la sécurité du pays, et de le délivrer des griffes du terrorisme sordide. Partant de cette solide persévérance, qui nous caractérise au sein des Forces armées, pour préserver l'Algérie et la protéger de tout danger, je me suis engagé, personnellement, en tant que responsable au sein de l'Armée nationale populaire, devant Allah Tout-Puissant, le peuple et Son Excellence, Monsieur le pésident de la République, à réunir toutes les conditions nécessaires, permettant à l'élection présidentielle de se dérouler dans un climat de quiétude, de sérénité, de sécurité et de stabilité». A l'issue de cette rencontre, le général de corps d'armée a écouté les interventions des personnels de la Région qui ont réitéré leur engagement et leur loyauté envers leur armée, leur peuple et leur pays, l'Algérie. Le général de corps d'armée a supervisé, ensuite, la baptisation du siège du Secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar du nom du Chahid Mennad M'hamed, et ce, en présence des membres de la famille du martyr, auquel un hommage a été rendu à cette occasion.

T. M.

Grève des huit jours

Quelle lecture peut-on en faire ?

Le déclenchement de la grève de huit jours du 28 janvier au 4 févier 1957, devait coïncider avec l'introduction du dossier algérien dans le débat à l'Assemblée générale des Nations unies. L'objectif de la grève était de porter la question algérienne à l'ONU. Il s'agissait également d'affirmer que le FLN est le seul représentant légitime du peuple algérien. Lorsque la direction du FlN, installée à Alger à partir de septembre 1956, a demandé à ses cadres ce qu'ils pensaient de la durée de la grève, la réponse était que 8 jours, c'était beaucoup, qu'il fallait opter plutôt pour 24 ou 48 heures. Mais les ordres étaient déjà donnés, l'idée des dirigeants, par cette grève, était de transformer toutes les villes algériennes en villes mortes.

L'objectif était de créer un grand événement qui mobiliserait tout le peuple algérien autour du FLN, confirmer le caractère populaire de la Révolution de Novembre et internationaliser la question algérienne, coïncidant avec l'ouverture de la session de l'ONU prévue le 6 décembre 1956, puis reportée au 20 décembre pour être fixée finalement au 28 janvier 1957. Le CEE, composé de Mohamed Larbi Ben M'hidi, Abane Ramdane, Krim Belkacem, Benyoucef Benkhedda et Saâd Dahleb, avait pris la décision d'organiser une grève de 8 jours à travers l'Algérie.

En effet, à travers le communiqué du CCE, le 28 janvier 1957, les Algériens étaient appelés à observer «une grève générale de huit jours sur l'ensemble du territoire national algérien «à l'occasion du débat à l'ONU sur la question algérienne. Il s'agissait, entre autres, d'appuyer l'initiative du groupe afro-asisatique qui sollicitait le débat sur la question, ce qui a constitué un stimulant immédiat pour l'appel à la grève, qui procède, d'abord, de l'aggravation de l'état de guerre dont le vote, en mars 1956 des pouvoirs spéciaux, constitue l'un des tournants décisifs. C'est, en effet, au titre de ces pouvoirs spéciaux que Robert Lacoste, ministre résident à Alger, fait attribuer à la XXe division de parachutistes du général Massu l'ensemble des pouvoirs de police sur le territoire de la capitale. Cette même unité de l'armée française revenait de l'expédition qui avait tourné court, contre le régime du colonel Nasser, coupable aux yeux de la coalition triangulaire (Grande-Bretagne, France, Israël) d'avoir nationalisé le canal de Suez et pour les autorités françaises d'être le soutien du FLN.

Dans une correspondance datée du 24 juillet 1956, Abane Ramdane relève qu'«en réalité, il s'agit pour Lacoste et son gouvernement, d'obtenir une victoire militaire pour imposer leur loi avant la session de novembre de l'ONU», qui appelle aussi à la vigilance quant aux contacts avec les autorités françaises «car le gouvernement est encore loin du dialogue». Au contraire, il accentue la répression alors qu'il fait croire à une amorce de détente.

Ahsene Saaid

Sécurité routière

Signature d'un accord de partenariat entre le CNPSR et le Groupe Renault

Un accord de partenariat et de coopération a été signé, lundi à Alger, entre le Centre national de prévention et de sécurité routière (CNPSR) et le groupe Renault. Signée par Ahmed Naït El Hocine pour le CNPSR et André Abboud, pour le groupe Renault, cette coopération vise à raffermir les liens de partenariat entre le Centre et le constructeur automobile français, et ce à travers l'intensification des campagnes de sensibilisation, la diversification des moyens de sensibilisation aux risques des accidents de la route et la conjugaison des efforts des deux parties pour la promotion de la sécurité routière parmi les usagers de la route, et plus particulièrement les conducteurs. S'exprimant en marge de la cérémonie de signature, Naït El Hocine a fait savoir que cette opération intervenait dans le cadre de «la mise en œuvre des orientations» du ministère de l'Intérieur portant «adoption de l'approche de la vision participative concernant le dossier de la sécurité routière», avec la collaboration de toutes les instances notamment les sociétés activant dans le domaine de la fabrication et de montage de véhicules. Ce type de partenariat sera prochainement élargi pour concerner d'autres marques de véhicules en Algérie, a indiqué le même responsable, affirmant que cette démarche permettra d'intensifier et d'améliorer le travail de sensibilisation aux dangers des accidents de la route qui font des milliers de morts chaque année. L'accord de partenariat avec Renault sera concrétisé à travers l'intensification des efforts collectifs pour faire face à la violence routière, notamment pendant le mois du «Ramadhan», la rentrée sociale, les intempéries et la saison estivale

Coopération sécuritaire algéro-tunisienne

L'Algérie et la Tunisie unies par des défis majeurs

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a affirmé, lundi, que l'Algérie et la Tunisie étaient unies par de grands défis à l'ombre des menaces régionales qui planent sur la région.

Recevant en audience son homologue tunisien, Hichem Fourati, le ministre de l'Intérieur a affirmé que «les défis qui nous unissent avec la Tunisie, pays frère, sont des défis majeurs à l'ombre des menaces qui guettent notre région liées essentiellement au terrorisme et au crime organisé». Face à ces défis, précise Bedoui, les deux pays sont appelés à œuvrer de concert et en coordination et d'unir leurs capacités pour faire face au phénomène du terrorisme, notamment «après le retour, ces derniers mois, des terroristes d'autres régions». Ces données imposent aux deux parties une «coordination opérationnelle avec les différents services de sécurité», a souligné le ministre, relevant que la rencontre a permis d'évaluer les conclusions de la première rencontre entre les walis des wilayas frontalières des deux pays, mars dernier. A cette occasion, le ministre a rappelé que la rencontre des walis s'inscrit dans le cadre de la «relance et le développement des régions frontalières et la concrétisation des ambitions dans les différents aspects de développement au niveau de la bande frontalière», et ce, ajoute-t-il, dans le cadre des «orientations des présidents des deux pays que nous veillons, en tant que ministres de l'Intérieur, à concrétiser pour la paix, la stabilité, la quiétude et le développement des deux pays». Il a fait état, dans ce cadre, d'autres rencontres avec le ministre tunisien de l'Intérieur, le 3 mars prochain, et avant le début d'été. Pour sa part, Hichem Fourati a précisé que sa rencontre avec son homologue algérien s'inscrit dans le cadre de la concertation entre les deux ministères et en réponse à l'invitation de Noureddine Bedoui. Il a également indiqué que la rencontre était une occasion pour évoquer la coopération bilatérale entre les deux ministères, notamment dans le domaine sécuritaire. Dans ce cadre, le ministre tunisien a fait savoir qu'une première réunion sécuritaire est prévue, au début de l'été prochain, à Alger ou à Tunis, rappelant l'accord sécuritaire commun conclu à Tunis, le 17 mars 2017. Outre l'accord de coopération signé auparavant avec les services de la Protection civile des deux pays, le ministre tunisien a annoncé la tenue d'une rencontre frontalière entre les chefs de ce corps avant la saison estivale en vue d'examiner «le thème de la prévention contre les incendies et davantage de coordination, vu que la Tunisie et l'Algérie ont subi, durant l'année 2017, plusieurs incendies». Fourati a également ajouté que l'action régionale était également évoquée à cette occasion, annonçant la

tenue, fin 2019, de la deuxième rencontre des walis des wilayas frontalières en vue d'«évaluer les recommandations issues de cette réunion et tout ce qui a trait à la coopération bilatérale». Les deux parties ont discuté de la disponibilité de la Tunisie à abriter la tenue du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur et de la Justice, les 3 et 4 mars prochain, a-t-il ajouté. En conclusion, le ministre tunisien a remercié l'Algérie, à sa tête le Président Bouteflika, pour la réalisation du projet de gaz naturel ayant permis le raccordement de Sakiet Sidi Youcef.

Ali B.

Accidents de la route

65 morts et 1651 blessés en janvier dernier

Soixante-cinq personnes ont trouvé la mort et 1651 autres ont été blessées dans 1406 accidents de la route enregistrés au niveau des zones urbaines en janvier dernier, a indiqué la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), hier, dans un bilan. Le facteur humain demeure, dévoilent les statistiques, la principale cause de ces accidents en raison de l'excès de vitesse, de l'imprudence, de la fatigue et du non respect de la distance de sécurité. Pour ce qui est des mesures prises par les services de la sécurité routière, il a été procédé, durant la même période, au recensement de 5658 délits routiers, 2064 contraventions, 1845 véhicules mis en fourrière, outre les 100 203 amendes forfaitaires et 24 282 retraits immédiats de permis de conduire, a ajouté la même source. La DGSN poursuit ses actions de sensibilisation en matière de prévention et de sécurité routière qui se sont élevées à 79 984 actions au profit des usagers de la route durant le mois de janvier, en sus de 545 cours théoriques destinés aux enfants scolarisés, renforcés par des ateliers en matière d'éducation routière, a précisé le bilan. La DGSN appelle les usagers de la voie publique à faire preuve de vigilance et à respecter le code de la route, mettant à leur disposition le numéro vert **1548** et celui de secours **17** pour recevoir tous signalements 24h/24.

Présidentielle 2019

Les étudiants organisent des sit-in dans plusieurs universités du pays

Ph : Fateh Guidoum ©

Des centaines d'étudiants ont organisé, hier, des sit-in dans plusieurs universités du pays, scandant des slogans pour le changement et la réforme, a-t-on observé sur place. A Alger, des rassemblements ont été organisés au niveau de l'université des sciences technologiques Houari-Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar, à la Faculté centrale, à la Faculté des sciences de l'information et de la communication et à la faculté de médecine, ainsi qu'aux universités de Dely Brahim et de Bouzaréah, où les étudiants brandissaient le drapeau national et des banderoles revendiquant le changement et les réformes, tout en scandant des slogans exhortant le président sortant, Abdelaziz Bouteflika, à renoncer à sa candidature pour la présidentielle du 18 avril. Au niveau régional, des manifestations similaires ont été organisées, dans les universités et centres universitaires dans plusieurs wilayas.

Encadrés par un important dispositif sécuritaire, pour prévenir d'éventuels dérapages, ces rassemblements pacifiques ont été organisés dans le calme. «La Constitution garantit au citoyen de manifester pacifiquement dans le cadre de la loi», avait affirmé, lundi, Ouyahia à l'occasion de la présentation de la Déclaration de politique générale du gouvernement à l'Assemblée populaire nationale (APN), soulignant que «les marches populaires de vendredi dernier étaient pacifiques». Ouyahia avait également appelé, à ce propos, l'ensemble des citoyens à «faire preuve de vigilance, afin d'éviter tout éventuel dérapage lors de ces marches».

Gestion du paysage audiovisuel

L'ARAV reconnait son impuissance

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a indiqué, hier, dans un communiqué, qu'elle «n'a pas été dotée des moyens nécessaires à son fonctionnement», relevant qu'elle «ne peut fonctionner normalement que si les Pouvoirs publics satisfont à leurs obligations». «Le législateur a voulu faire de l'ARAV une institution indépendante pour lui assurer un poids et une autonomie de décision.

A ce jour, et malgré l'annonce faite en septembre 2017, par le Premier ministre devant l'Assemblée populaire nationale, l'ARAV n'a pas été dotée des moyens nécessaires à son fonctionnement, la question de son statut et son budget demeurant en suspens», précise la même source. Le communiqué ajoute que «l'ARAV ne peut fonctionner normalement que si les Pouvoirs publics concernés satisfont à leurs obligations en matière de mise en ordre du paysage audiovisuel», relevant que «la loi stipule que ce sont ces Pouvoirs publics, et eux seuls, qui ont l'autorité pour lancer les appels à candidature, en précisant le nombre de chaînes dont le pays souhaite se doter». «Ce n'est qu'une fois la compétition lancée, que l'ARAV prend en charge l'opération de mise en conformité et de validation des documents présentés.

Or, à ce jour, aucun appel à candidature n'a été lancé», souligne l'Autorité, faisant observer que «ce sont principalement ces deux points qui l'ont empêché de prendre un départ sérieux. Le communiqué de «l'ARAV est intervenu après que le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, eut évoqué dans la version écrite de la Déclaration de politique générale du gouvernement que cette Autorité est impuissante, n'arrivant pas à exercer réellement son mandat». «Ce diagnostic est pertinent et l'ARAV considère que trente-deux mois après son installation officielle, le constat est patent: son bilan est très en deçà des attentes générales et de ses propres ambitions», souligne le communiqué de cette instance. «L'ARAV ne peut, pour autant, que se réjouir de l'alerte contenue dans la Déclaration du Premier ministre qui sonne comme une autocritique partagée, et répond à une volonté de prendre en charge en toute légalité la mise à niveau du paysage audiovisuel national et son intégration dans le cadre du dispositif réglementaire et législatif en vigueur», conclut le communiqué de l'Autorité.

Electricité

Guitouni : «De 1999 à ce jour les capacités de production ont été multipliées par 4, une fierté pour le pays»

Les capacités de production de l'électricité en Algérie passeront à 33 000 MW en 2022, contre 21 000 MW actuellement, a indiqué, hier, à Alger, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.

«Nous pouvons être fiers d'avoir multiplié par quatre les capacités de production de l'électricité qui s'établissent aujourd'hui à près de 21 000 MW, contre seulement 6000 MW en 1999 et nous irons encore plus loin car nous comptons mettre en service d'autres projets pour atteindre les 33 000 MW en 2022», a souligné Guitouni dans une allocution, lue en son nom par le chef de cabinet du ministère, Zoubir Djouabri, lors de la Conférence algérienne des grands réseaux électriques organisé par l'Association des réseaux électriques à haute tension en Algérie (Arelec).

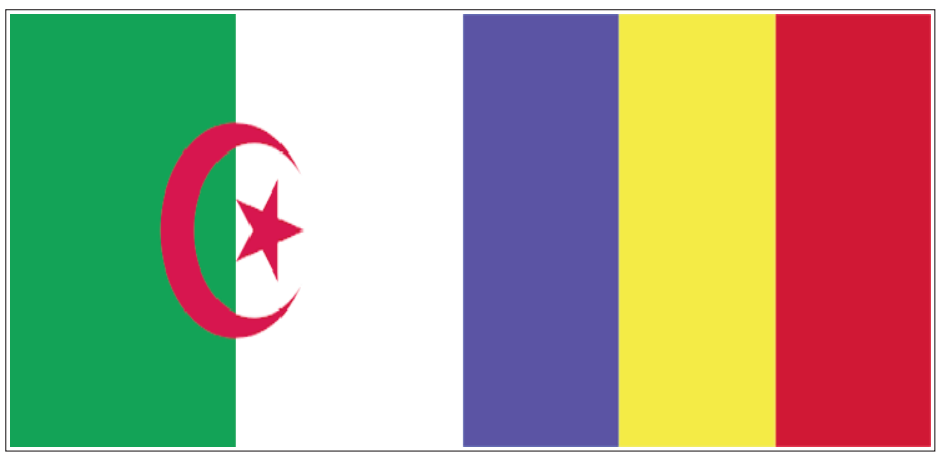
Ces investissements permettent de répondre à la croissance continue de la consommation nationale, souligne le ministre. Toutefois, une partie de ces capacités sera destinée à l'exportation, a affirmé le PDG du groupe, Mohamed Arkab, dans une déclaration à la presse en marge de la conférence. Selon lui, le renforcement actuellement du réseau national haute tension et très haute tension, permettra de vendre de l'électricité algérienne à l'étranger. «Nous organisons notre marché local pour améliorer notre réseau, afin qu'il soit capable de transporter de l'électricité sur de longues distances vers des marchés extérieurs, européens en particulier», a-t-il déclaré. Concernant le programme national des énergies renouvelables, Arkab a fait savoir que Sonelgaz avait formé plus de 300 ingénieurs spécialisés dans ce domaine afin de se préparer à la mise en œuvre de ce programme qui prévoit l'installation de 22 000 MW de sources renouvelables d'ici à 2030. A noter que 400 MW en solaire et éolien ont été réalisés par le groupe Sonelgaz et sont déjà connectés au réseau national.

Un appel d'offres national avait été lancé en novembre dernier pour la réalisation de plusieurs centrales électriques solaires photovoltaïques, dont la capacité totale est de 150 MW. Cette puissance sera augmentée de 50 MW par le programme d'hybridation de toutes les centrales diesel de Sonelgaz et qui alimentent actuellement les réseaux isolés du Grand Sud de l'Algérie. De son côté, Sonatrach a engagé un ambitieux programme de solarisation d'une capacité de 1300 MW couvrant 80% des besoins de ses sites pétroliers.

Moussa O.

Coopération économique algéro-roumaine

Un mémorandum d'entente signé entre la CACI et la CCIR



Un mémorandum d'entente a été signé hier à Alger entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et son homologue roumaine (CCIR), à l'occasion d'un forum d'affaires qui a regroupé les opérateurs économiques des deux pays. Le document a été paraphé par le président de la Caci, Mohamed Laïd Benamor et son homologue le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Roumanie, Mihai Daraban. A l'issue de la cérémonie de signature, Benamor a déclaré que ce document permettra de développer et de maintenir les relations de partenariat entre les hommes d'affaires algériens et roumains et de recueillir leurs propositions et leurs sollicitations. Dans ce sens, Benamor a souligné l'impératif d'établir un partenariat «gagnant-gagnant» qui devrait être profitable aux deux parties à travers, notamment la coproduction et l'investissement productif. «Nous devons aller ensemble vers une étape plus empirique et plus rentable pour les deux parties afin de promouvoir davantage nos relations économiques», a-t-il déclaré à l'adresse des hommes d'affaires présents à cette rencontre. Il a rappelé que le Conseil d'affaires mixte algéro-roumain, qui rassemble les deux Chambres de commerce et d'industrie pourra contribuer à la création d'une dynamique de rapprochement des hommes d'affaires et de saisir les opportunités d'affaires offertes, ainsi que les potentialités énormes existantes dans divers domaines, en citant entre autres le secteur minier, l'énergie, l'agriculture et l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, mais également le secteur de l'industrie automobile. «Les Roumains possèdent une expertise avérée dans le secteur de l'automobile, notamment dans la filière de la sous-traitance et nous comptons sur leur savoir-faire pour développer notre industrie automobile», a-t-il souligné. Il a annoncé à ce propos que les deux Chambres prévoient d'organiser conjointement un voyage d'affaires pour les industriels algériens versés dans le secteur automobile et les pièces de rechange afin de leur permettre d'effectuer des visites au niveau des usines roumaines et de nouer des relations de partenariat dans ce domaine. Il a ajouté par ailleurs que l'Algérie compte sur l'expertise roumaine pour développer la formation dans le secteur de la fabrication de pièces de rechange afin de gagner en productivité. Le président de la Caci a cité à ce propos, la visite du ministre roumain des Affaires étrangères en Algérie en mars 2018, durant laquelle, il a insisté sur la nécessité d'entreprendre des démarches pour concrétiser des projets de partenariat dans le domaine de l'industrie et de la formation et du commerce. Evoquant le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, le président de la Caci l'a jugé «bien en deçà des capacités et des potentialités existantes», estimant qu'il appartient aux opérateurs économiques de les développer d'avantage.

A ce propos, il a mis en avant la qualité de la production nationale, notamment les produits agricoles qui se sont hissés aux standards internationaux sur le plan des normes de qualité et de compétitivité. «Une qualité avérée qui leur a permis de gagner des parts de marchés à l'international», a-t-il fait valoir. Abondant dans le même sens, le président de la CCIR a appelé à la promotion des échanges commerciaux entre les deux pays, en estimant, lui aussi, que le volume actuel est relativement faible avec 500 millions de dollars par an. «De telles rencontres représentent une opportunité pour développer les échanges entre les deux parties, d'autant que mon pays (Roumanie) aspire à renouer ses relations économiques et commerciales avec ses traditionnels partenaires dont l'Algérie en fait partie», a-t-il enchaîné. Dans ce sillage, Daraban a convié les opérateurs économiques algériens à investir dans son pays, qui fait partie de l'union européenne, et de pouvoir profiter ainsi de l'avantage d'exporter directement vers le marché européen. Outre les secteurs de l'énergie, le transport, l'industrie automobile et la construction navale, le président de la CCIR a évoqué le secteur agricole qui génère à son pays plus de 60 milliards de dollars annuellement et qui représente une grande opportunité pour les investisseurs algériens.

Salon DJAZAGRO

La 17e édition de l'agroalimentaire inaugurée hier

Créé en 2003, le Salon de l'industrie agroalimentaire DJAZAGRO ouvre ses portes, ce matin, au Palais des expositions à Alger. Prévue pour se dérouler du 25 au 28 février, celle manifestation dédiée aux professionnels de l'agroalimentaire et néanmoins ouverte au grand public, regroupe pas moins de 700 exposants représentant, outre des opérateurs algériens, des exposants de 34 pays.

En plus des habituels boulangers et pâtissiers qui y sont présents, figurent nombre de fabricants d'équipements et des transformateurs de produits alimentaires aux côtés des importateurs, exportateurs et distributeurs de ces mêmes produits. Durant le déroulement de cet évènement, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) va proposer aux visiteurs et aux exposants, des ateliers dédiés à l'investissement et à l'export en Algérie.

Y seront également organisés des Invest et export business meetings sous forme de tables rondes traitant de divers thèmes, dont la réglementation algérienne des investissements, la sécurisation financière et contractuelle ainsi que les taxes et douanes à l'export.

Alger

30 000 m³ supplémentaires pour sécuriser l'alimentation en eau potable de l'ouest de la capitale

Un réservoir de stockage supplémentaire d'une capacité de 30 000 m³ a été mis en service pour sécuriser l'alimentation en eau potable à l'ouest d'Alger, a indiqué un responsable de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL).

A l'occasion d'une visite organisée au profit de la presse, le Directeur de l'unité de production d'Alger-ouest de la SEAAL, Noureddine Guerraïche, a fait savoir que ce réservoir, situé dans la commune de Douera, porte la capacité de stockage des réservoirs des communes de l'ouest algérois (hors réservoirs de distribution) à 40 000 m³. Outre le renforcement de la capacité de stockage, des travaux de raccordement de 2 canalisations principales de transfert d'eau ont été mises en services pour renforcer la sécurisation de l'alimentation en eau potable en cas de pannes. Parallèlement, d'autres travaux ont permis d'entretenir et de réparer des stations de pompage et des canalisations secondaires desservant la chaîne des hauteurs de la capitale, et ce, en prévision de la saison estivale 2019. Pour rappel, ces travaux entamés, lundi dernier, ont duré 24 h et ont causé la suspension de la distribution en eau potable dans 13 communes de l'ouest de la capitale.

Selon Guerraïche, le retour de l'alimentation en eau potable se fait progressivement durant la journée de mardi dans les communes concernées, à savoir, Baba Hassen, Douera, Khraïcia, Birtouta (en partie), Tessala El Merdja (en partie) Ouled Chebel (en partie), Draria, Saoula, El Achour, Ouled Fayet, Souidania, Dely Brahim (Zhun Aïn Allah) et Chéraga.» Ces travaux ont pour objectif le raccordement, la réparation, l'entretien et le renforcement du dispositif d'alimentation en eau potable dans les communes de l'ouest de la capitale», a expliqué le même responsable.

Bouira

Recensement des familles nécessiteuses à l'approche du mois de Ramadhan

Plus de 5000 familles nécessiteuses de la commune de Bouira vont bénéficier d'un chèque de 5.000 DA pour remplacer le traditionnel couffin du mois de Ramadhan, a affirmé le P/APC de Bouira, Mohamed Larbi. «Un travail méticuleux a été effectué par nos services afin de définir qui a réellement besoin de l'aide de l'État et d'éviter de refaire les mêmes erreurs que celles du couffin», a indiqué l'édile de Bouira.

Selon cet élu, avec le chèque, ses services peuvent effectuer une traçabilité claire sur le bénéficiaire et de fait, éliminer les potentiels tricheurs. D'autre part, le maire de Bouira a précisé que le coût de cette opération a été évalué à plus de 3 milliards de centimes. Il faut dire que cette mesure qui a été remise au goût du jour après avoir fait ses preuves entre 2010 et 2012, limite fortement les cas de fraude et de détournement des couffins du mois de Ramadhan, qui ont fait l'objet de plusieurs scandales à travers le territoire national. Selon Ahcen Guettaf, 1er adjoint au P/APC de Bouira et conformément à l'instruction émanant du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, les bénéficiaires ont été désignés par catégories.

Tout d'abord et d'après la même source, il y a les familles sans aucun revenu, suivies des familles dont le revenu est inférieur ou égal au SNMG, c'est-à-dire 18.000 DA et pour les familles composées de 4 membres, ainsi que les familles dont le revenu est inférieur ou égal à 24.000 DA.

Interrogé au sujet des personnes qui ne peuvent en aucun cas bénéficier de ce chèque, Guettaf a précisé que les dispositions contenues dans la directive du ministère de l'Intérieur sont on ne peut plus claires.

«Seront exclues les personnes ayant des Biens mobiliers et immobiliers et qui gagnent convenablement leur vie», a-t-il indiqué. Et d'expliquer : «Nos services ont effectué un recensement minutieux et le plus juste possible, afin de garantir que ces chèques iront aux personnes qui sont réellement dans le besoin (…) une personne qui travaille et qui touche au-delà de 25.000 DA ne peut pas prétendre à ces aides». Pour cet élu, cette mesure vise avant tout à conserver la dignité des familles dans le besoin, comme elle évitera tous les problèmes qui ont entaché les opérations de distribution des couffins, à savoir, la non-correspondance des denrées avec les besoins des familles, les lenteurs relatives aux distributions, et aux signatures de conventions avec les fournisseurs, et ce, en plus des difficultés à atteindre des familles résidant dans les régions enclavées.

À titre indicatif, le nombre de familles nécessiteuses est en constante hausse à Bouira. Elles étaient plus de 44 000 familles à travers l'ensemble de la wilaya, à être concernées par l'opération du couffin du mois de Ramadhan 2018, soit une augmentation de plus de 9000 familles, comparativement à 2017, où elles étaient 35 000 à être touchées par cette opération de solidarité.

Aïn Defla

Le marché de gros des fruits et légumes de Bourached, une structure pour booster l'économie régionale

Attendu depuis quelque temps déjà pour booster l'activité économique locale, le marché de gros des fruits et légumes de Bourached (15 km au sud-ouest d'Aïn Defla), qui a ouvert ses portes, samedi dernier, aura pour principal objectif l'harmonisation de la distribution des produits agricoles.

L'implantation d'un marché de gros des fruits et légumes à Aïn Defla était d'autant plus attendue que les agriculteurs de la région étaient, par le passé, contraints de se déplacer vers d'autres structures du même genre en vue d'écouler leurs produits. Pour d'aucuns, les résultats obtenus durant les dernières années par la wilaya d'Aïn Defla en matière de production agricole et de valeur ajoutée a rendu «inéluctable» la réalisation d'un marché de gros des fruits et légumes sur son territoire. Une activité intense a été constatée au 1er jour de l'ouverture du nouveau marché de gros des fruits et légumes de Bourached vers lequel ont afflué des dizaines de camions remplis de toutes sortes de fruits et légumes en vue de les écouler auprès des marchands de détails.

Les agricultures et les commerçants sont unanimes pour dire que ce marché de gros des fruits et légumes impulsera une grande dynamique au secteur de l'Agriculture et aux activités s'y rattachant, leur évitant les pertes de temps induites par les fréquents déplacements vers les structures similaires des wilayas de Chlef et de Blida.

Un projet générateur de plus de 1000 emplois

Implanté à proximité du tronçon de l'autoroute est-ouest traversant la wilaya d'Aïn Defla, le marché de gros des fruits et légumes de Bourached s'étale sur une superficie de 12,2 hectares (ha), dont 3 ha pour la surface couverte, 1,2 ha pour la surface bâtie, 7,2 ha pour le parking et 0,5 ha pour les espaces verts.

Il dispose de toutes les commodités nécessaires à son bon fonctionnement à l'image, notamment, d'un hôtel et de nombreux cafés et restaurants. La quantité des fruits et légumes qui transite annuellement par le marché atteindra les 480 000 tonnes, ont affirmé les gestionnaires de cette structure. Selon le Directeur du marché, Abdelkader Abdelaziz, cette structure générera plus de 1000 postes d'emplois directs et indirects, «un chiffre qui sera certainement revu à la hausse une fois que le marché aura atteint sa vitesse de croisière», a-t-il soutenu.

Sur les 196 carreaux que compte le marché, 180 ont été déjà vendus aux mandataires, a-t-il fait savoir, assurant que ces derniers sont d'horizons divers, à l'image d'Alger, Tipasa, Ghardaïa, Médéa, Chlef et d'Oran. «Les marchés de gros des fruits et légumes jouent un rôle de 1er plan en matière de régulation du marché, de lutte contre les pratiques frauduleuses, d'harmonisation de la distribution des produits agricoles afin d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande et faire face aux tensions sur les différents produits ainsi qu'aux éventuelles ruptures d'approvisionnement», a-t-il observé. De son côté, le représentant des commerçants opérant au marché, Touhami Ahmed Chafik, s'est félicité du climat «empreint de sérénité» qui prévaut au sein du marché. Selon lui, cette structure a ouvert ses portes dès 3h du matin en vue de permettre aux agriculteurs de vider leurs camions en toute sérénité et sans aucune pression. Assurant que cette nouvelle structure «impulsera une dynamique nouvelle aux secteurs de l'Agriculture et du Commerce de la région», le représentant des commerçants a observé que le marché est d'envergure régionale puisqu'il reçoit la production agricole des wilayas de Chlef, Blida, Tipasa et Tissemsilt. De leur côté, les agriculteurs ont fait part de leur «grande joie» après le début d'activités de ce marché, soutenant que l'entrée en service de cette aire leur épargnera les déplacements vers les structures similaires, notamment, celles de Chlef, Hattatba (Tipasa) ainsi que Boufarik et Bougara (Blida). «Je m'adonne à l'agriculture depuis près de 20 ans et je me suis, selon les circonstances du moment, toujours rendu à Chlef, Hattatba, Boufarik ou Bougara pour écouler ma marchandise. Aujourd'hui, je ne peux que travailler avec davantage de sérénité au regard du gain de temps et d'argent qu'implique l'entrée en service du marché», s'est réjoui Djelloul, un agriculteur de la région d'El Amra dans la wilaya d'Aïn Defla. Pour sa part, le P/APC de Bourached, Nouredine Selmane, s'est dit «convaincu» que l'entrée en service de cette nouvelle structure métamorphosera la région dans sa globalité, en faisant d'elle un «pôle économique et commercial de 1er plan».

Selon lui, le fait que le marché soit situé à proximité du tronçon de l'autoroute Est-Ouest traversant la wilaya d'Aïn Defla le rend davantage accessible, mettant en exergue son rôle en matière de régulation de la production agricole.

Tébessa

La neige est de retour dans la wilaya

De fortes chutes de neige ont été enregistrées dans la nuit du lundi à mardi dans la wilaya de Tébessa, accompagnées d'une importante baisse de température.

La neige poudreuse dans plusieurs communes de la wilaya de Tébessa a engendré la fermeture de plusieurs routes nationales (RN) et chemins de wilayas (CC) de et vers la ville de Tébessa, a indiqué à la presse, le chargé de la communication du Groupement territorial de la gendarmerie, Nadir Agoudjil.
Le même responsable a précisé que la RN83 reliant les wilayas de Tébessa et Khenchela au niveau du «Col Gaâgae» est fermée au trafic routier, ainsi que la RN16 entre Tébessa et Oued Souf, et la RN10 entre Tébessa et Oum El Bouaghi au niveau de la région d'Aïn Fadha».
De plus, plusieurs chemins de wilayas connaissent des difficultés de circulation, au niveau du CC 8 qui mène vers la région d'El Douken et au niveau du «Col Tenoukla», ainsi que le CC1 dans la région de Bouchekifa (Commune de Bir Mokadem) et le CC5 au «Col Kerima» (Commune de Thlidjan), a fait savoir la même source. A cet effet, plusieurs services, le Groupement territorial de la gendarmerie, la protection civile, les travaux publics ainsi que des entrepreneurs privés ont mobilisé leurs équipements chasse-neiges, camions et autres pour la réouverture des routes, a ajouté Nadir Agoudjil, soulignant que d'importantes quantités de sel ont été répandues sur les axes routiers névralgiques pour un retour à la normale. Le responsable a appelé tous les usagers de la route à faire preuve de prudence, de responsabilité et de vigilance afin de préserver les vies humaines et les Biens «jusqu'à ce que la situation se stabilise».
Pour sa part, les services météorologiques de l'aéroport Larbi-Tebessi ont révélé que les chutes de neige qui ont dépassé dans certaines zones 15 cm d'épaisseur se sont poursuivis sur la wilaya de Tébessa toute la journée d'hier, soulignant que d'importantes quantités de pluies sont attendues sur d'autres régions de la même wilaya.

Batna

L'électricité pour 19 forages agricoles de la commune d'Aïn Djasser

Le raccordement au réseau d'électricité agricole de 19 forages artésiens dans la commune d'Aïn Djasser (Batna) a été effectué pour un coût de plus de 47 millions de dinars, a indiqué le Directeur des services agricoles, Samir Hamza. Ces forages dont 13 à la mechta Tebalgha et 6 à Dhraâ Glalouche permettront l'irrigation de 105 hectares de terres agricoles exploitées pour la culture de céréales et de pomme de terre, a-t-il relevé. Ces projet s'inscrit dans le cadre de l'opération de raccordement au réseau d'électricité agricole de 37 forages artésiens dans cette daïra qui comprend les communes d'Aïn Djasser et El Hassi appelés à arroser 370 hectares de terres agricoles, a précisé la même source. Cette superficie irriguée devra s'accroître de 300 autres hectares surtout que 13 forages artésiens ont été réalisés et attendent leur raccordement au réseau d'électricité, a-t-on ajouté. Un programme de 320 km de réseau d'électricité agricole mobilisant 850 millions de dinars a été retenu pour la wilaya de Batna au cours de la dernière visite du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, selon la Direction de l'énergie.

Khenchela

Près de la moitié des commerçants titulaires du registre de commerce électronique

Le taux de commerçants titulaires d'un extrait du registre de commerce électronique (RCE) dans la wilaya de Khenchela a atteint 37,8% a-t-on appris auprès d'un responsable du Centre national du registre de commerce (CNRC). Le nombre de commerçants inscrits dans la version RCE a atteint à la fin janvier 2019, quelque 7303 commerçants sur un total de 19 303 opérant dans divers domaines dans les 21 communes de la wilaya de Khenchela,
a précisé, hier, le chef de service contentieux, Yacine Berkani, soulignant que ce taux reste «faible» comparé au nombre de commerçants recensés. Le taux d'inscription le plus élevé a été enregistré parmi les commerçants des communes de Lamsara et Beghaï avec 54,9% chacune, a souligné le même responsable, précisant que sur les 244 commerçants exerçant à Beghaï, 134 ont déjà adhéré à cette formule.
«Le taux d'adhésion à cette dernière n'a pas dépassé le seuil de 31,5% au chef-lieu de wilaya», a-t-il relevé, avant de rappeler qu'à ce jour, plus de 12 000 commerçants n'ont pas parachevés les procédures pour l'obtention de leurs registres de commerce électronique, sachant que le dernier délai fixé par le ministère du Commerce pour la souscription est le 11 avril 2019, a ajouté le même responsable.

De vastes campagnes d'information et de sensibilisation avaient été organisées à travers les différentes daïras de la wilaya par l'annexe locale du CNRC, en collaboration avec la Direction du commerce, la Chambre du commerce et d'industrie, CCI-Chelia et le Bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans (UGCA), a rappelé le même responsable. Appelant les commerçants à se rapprocher de l'annexe du CNRC pour l'obtention du nouvel extrait du registre de commerce, doté du code électronique, et ce, avant le 11 avril 2019, date butoir, Yacine Berkani a rappelé que «le recours au RCE permettra de mieux maîtriser l'encadrement, la modernisation du contrôle économique, le suivi et la régulation du marché afin de conférer transparence et efficience aux opérations de contrôle».

Bordj Bou-Arréridj

Journée d'étude sur l'emploi

Les participants à une Journée d'étude sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, organisée au siège de la Chambre du commerce et de l'industrie de Bordj Bou-Arréridj (CCI Bibans), ont appelé à tirer avantage de l'expérience étrangère et rechercher son accompagnement.
«Maillon capital pour tout développement, par la formation de formateurs pour adapter les nouveaux procédés et méthodes et accompagner l'évolution technologique rapide», a considéré le président de la (CCI Bibans), Radjeh Belouahri.
Le wali Benamor Bekouche a souligné que ces rencontres ont permis d'informer les opérateurs sur les mesures et législations relatives à la main-d'œuvre étrangère dans le cadre de la stratégie «d'investissement et consolidation du partenariat avec les opérateurs étrangers».
De son côté, le Directeur de l'emploi, Salah Sakriane, a souligné que 143 travailleurs étrangers de nationalités diverses exerçent dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj dans le secteur électronique et dans le projet de l'autoroute Est-ouest.
En marge de la rencontre, des conventions ont été signées par la Direction de l'emploi avec la (CCI Bibans) et la Direction de la formation professionnelle, parallèlement à la remise des contrats de travail aux personnes aux besoins spécifiques.

Région Ouest

Taux de suivi mitigé de la grève intersyndicale de l'Éducation nationale

Le mot d'ordre de grève, lancé par l'intersyndicale de l'Éducation nationale, a donné lieu, hier, à un taux de suivi mitigé dans plusieurs wilayas de l'Ouest du pays.

A Oran, le taux de suivi de la grève a été estimé à plus de 70% par les grévistes et de «très faible» par la cellule de la communication de la Direction de l'éducation. Quelques lycées de la wilaya auraient enregistré un taux de suivi de 100%, selon la coordination d'Oran du Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (CELA). Administration et grévistes se sont livrés à une bataille des chiffres concernant les taux de suivi de ce mouvement de protestation de 2 jours. Que ce soit à Mostaganem, à Tissemsilt, à El Bayadh, à Sidi Bel-Abbès, à Mascara, à Tiaret, à Tlemcen, à Aïn Témouchent et à Relizane, les taux fournis par l'administration ne dépassent pas «les 10%». En parallèle, les syndicats en grève ont avancé, des taux de «plus de 50%». Les revendications prônées par l'intersyndicale, comprenant 6 syndicats autonomes, portant sur plusieurs points, à savoir la question des salaires et du pouvoir d'achat, le dossier de la retraite, la révision du statut particulier, le logement et la prime du Sud, le dossier de la réforme éducative et la question des libertés syndicales, ainsi que l'application du décret présidentiel 266/14 du 28 septembre 2014 relatif à la revalorisation des diplômes (DEUA et licence) dans l'enseignement primaire.

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit avait indiqué la semaine passée que certaines revendications des syndicats ne relevaient pas des compétences de son département, citant particulièrement la loi sur la retraite, la revalorisation des salaires et la hausse du niveau de vie.

Un sit-in régional est prévu, aujourd'hui, à la Direction de l'éducation de la wilaya de Relizane.

Oran

Les Chiffonniers bientôt reconnus comme métier vert

Les Chiffonniers pourront prochainement être intégrés dans la chaîne de la récupération des déchets grâce à un décret, actuellement en cours d'étude au niveau du ministère de l'Environnement et des Énergies renouvelables, selon l'Agence nationale des déchets (AND). «Perçus comme un obstacle devant l'organisation de la récupération des déchets pour les uns ou comme de potentiels alliés pour d'autres, le problème que posent les Chiffonniers sera réglé grâce à ce décret, en stade de maturation, au niveau du ministère de tutelle», a indiqué le Directeur de l'AND, Karim Ouamane. En effet, les Chiffonniers qui rodent dans les Centres d'enfouissement techniques (CET), ou sillonnent les quartiers pour vider les poubelles de leurs déchets valorisables ne font pas l'unanimité auprès des acteurs intervenant dans la gestion des déchets ménagers. Au niveau de l'ONG internationale «R20», basée à Oran et qui a initié une opération pilote de tri sélectif au niveau de 3 quartiers oranais, on considère que les Chiffonniers peuvent être de véritables alliés dans cette démarche d'organisation de la valorisation des déchets. «Même s'ils sont à l'origine d'un certain nombre de problèmes, les Chiffonniers participent à la récupération de quantités importantes de déchets recyclables», a estimé la chargée de la formation au niveau de l'ONG «R20», Zhor Breksi Reguig.

Pourtant, ces mêmes Chiffonniers auraient été un des obstacles principaux pour la réussite du projet que cette ONG a initié. Dalila Chellal, Directrice de l'EPIC CET Oran, qui gère les Centres d'enfouissement de la wilaya, et qui a été chargée de la récupération des déchets au niveau des 3 quartiers du projet-pilote du tri sélectif, a estimé que «les Chiffonniers font de la concurrence déloyale en récupérant les déchets recyclables». Chellal a noté, qu'en tant Directrice de l'EPIC CET, elle rencontre un certain nombre de problèmes avec les Chiffonniers, qui, habitués à «se servir» des déchets valorisables, résistent aux tentatives d'organisation dans le secteur.

En effet, plusieurs initiatives ont été prises à Oran par les autorités locales pour organiser ce secteur jusque-là exploité dans l'informel, comme la création de centres de tri de proximité et la récupération des déchets valorisables au niveau des CET (Centres d'enfouissement technique) par les autorités ou des recycleurs agréés, a expliqué Dalila Chellal.

Les données sur les gains générés par la récupération informelle des déchets sont méconnues et l'organisation de ce secteur, ayant longtemps échappé au fisc, se heurte aux pressions des Chiffonniers qui n'acceptent pas la nouvelle situation, a expliqué la même responsable.» Au Centre de tri de proximité de M'dina J'dida, pas loin de la plus grande zone commerçante d'Oran, où des tonnes de carton sont récupérées chaque jour, nos agents font souvent l'objet d'intimidations et même d'agressions de la part des Chiffonniers», a fait savoir Chellal. «Au CET de Hassi Bounif, dans une tentative d'exercer la pression sur ses responsables ayant fermé la porte devant eux, les Chiffonniers ont déclenché un incendie, qui a failli tourner à la catastrophe», a-t-elle affirmé. Corroborée par les images des caméras de surveillance, et des témoignages, l'implication des Chiffonniers, avec la complicité de certains agents a été prouvée.

Le dossier a été transféré par la Gendarmerie nationale au procureur de la République, ajoute-t-on de même source. «Il a fallu toute une nuit pour maîtriser l'incendie dont les conséquences auraient était très graves s'ils avaient atteint le casier, où sont enfouis les déchets, chargé de biogaz, extrêmement inflammables», a noté Chellal.

Pour leur part, les Chiffonniers se plaignent de cette situation, qualifiant d'injustes «cette décision de les priver même des ordures».

Adda, un père de famille de 36 ans, a estimé que «s'il fait les poubelles pour récupérer les déchets, c'est qu'il n'a pas d'autres choix». Une attitude «tout à fait compréhensible» par les autorités qui ne demandent aux Chiffonniers que de s'organiser en petites entreprises pour continuer à exercer cette activité, a expliqué encore Dalila Chellal, notant que le décret pour les intégrer dans la chaîne de récupération dans un cadre institutionnel est la bienvenue.

Aïn Témouchent

Importante dotation financière pour les infrastructures touristiques

Une enveloppe financière de 940 millions de dinars a été débloquée pour l'aménagement de 3 Zones d'expansion touristique (ZET) et 5 plages de la wilaya d'Aïn Témouchent, a-t-on appris auprès des responsables du secteur du Tourisme et de l'Artisanat.

Une enveloppe financière de 940 millions de dinars a été consacrée à la concrétisation des projets de mise à niveau et d'aménagement de Zones d'expansion touristique (ZET) dans les communes de Beni Saf (Rachgoun), Terga et la commune de Hammam Bou Hadjar, réputée pour ses stations thermales, a souligné le Directeur du tourisme et de l'artisanat, Hamouda Maameri.

Ces projets, qui seront lancés cette année, s'inscrivent dans le cadre des mécanismes visant à encourager l'investissement dans le domaine touristique, secteur qui enregistre une dynamique croissante ces dernières années au niveau de la wilaya. Dans le même contexte, les plages de Bouzadjar, Sebiat, Terga, Rachgoun verront le lancement d'opérations d'aménagement en prévision de la saison estivale de cette année pour un montant de 450 millions de dinars, a ajouté le même responsable.

Les autorités de wilaya ont accordé une grande importance à l'aménagement des plages afin d'assurer les conditions nécessaires à l'accueil des estivants pour leur offrir des services à la hauteur du défi de la promotion du tourisme local.

Les responsables du secteur veillent, avec le concours des collectivités locales, à faire d'Aïn Témouchent, une wilaya touristique par excellence surtout qu'elle a occupé la 3e place au niveau national, lors de la saison estivale 2018, après les wilayas d'Oran et de Boumerdès, en termes du nombre d'estivants ayant fréquenté les plages.

Régions du Sud

La grève de l'intersyndicale de l'Education suivie à 70%

Un suivi mitigé a marqué la grève enclenchée, ce mardi, à travers les wilayas du Sud du pays, en réponse à l'appel lancé par l'intersyndicale autonome du secteur de l'éducation pour faire aboutir des revendications socioprofessionnelles.

Dans la wilaya de Ouargla, quelque 1814 fonctionnaires pédagogiques et administratifs des trois paliers, sur un total de 2859 travailleurs, ont répondu à l'appel de l'intersyndicale, selon des données fournies par la Direction l'éducation, tandis que le représentant du syndicat national autonome des professeurs du secondaire et du technique (Snapest), Rahmani Abdelatif, a fait état d'un taux de suivi de la grève de 60%.
Pour sa part, le secrétaire de wilaya de l'Union de wilaya des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF), Mohamed Fethi El Bar, a signalé un taux de suivi de 69,88%.
Dans la wilaya de Ghardaïa, les données de la Direction de l'éducation relèvent un taux de 18,78% de suivi de la grève, alors qu'il n'a pas été possible d'obtenir des informations de représentants de l'intersyndicale.
A Adrar, l'on relève un taux de suivi de 8%, selon la Direction du secteur, contre un pourcentage de 65% pour les trois paliers, avancé par le représentant de l'intersyndicale. Un taux de 12,23% (enseignants et administratifs) est relevé dans la wilaya d'El Oued, selon la Direction du secteur, alors que le coordinateur de l'intersyndicale de la wilaya, Dab Zohir, annonce 51%. De son côté, le coordinateur du Snapest de la wilaya de Tamanrasset, Youcef Abrazoulegh, a fait état de 11 lycées de la wilaya ayant répondu à l'appel à la grève de l'intersyndicale, alors que la directrice de l'éducation de la wilaya, Bousbiat Sektou, a fait part d'un taux de débrayage de 3,68% (1,11% dans le moyen, 16,78% dans le secondaire, et un taux nul dans le primaire).
L'intersyndicale autonome du secteur de l'éducation nationale avait lancé un préavis de grève nationale pour les 26 et 27 février en cours à travers les wilayas pour faire aboutir des revendications soulevées au ministère de tutelle. La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit, avait réitéré le maintien du dialogue pour résoudre les problèmes en suspens, assurant que les «portes du dialogue restent ouvertes».

Béchar

11 000 actes d'accès à la propriété foncière remis aux agriculteurs

Quelque 10 910 actes d'accès à la propriété foncière agricole (APFA) et concernant une superficie globale de 49 017 ha de terres de mise en valeur, ont été remis aux agriculteurs de la wilaya de Béchar, dans le cadre de la loi 18/83 relative à l'APFA, a-t-on appris, ce mardi, de la Direction des services agricoles (DSA).
Cette opération, qui concerne les terres mises en valeur par les bénéficiaires dans les régions sahariennes et subsahariennes ainsi que les terres non affectées relevant du domaine privé de l'Etat, vise le développement des activités agricoles à travers la wilaya et les capacités de production des agriculteurs de la région, a-t-on précisé.
Outre cette opération, il a été procédé au titre de l'assainissement du foncier agricole à l'annulation de 2293 décisions d'attribution et la récupération d'une superficie de 10 958 ha attribuée auparavant, et ce, pour cause d'absence de travaux de mise en valeur, a-t-on signalé. La DSA a aussi procédé à la création de 66 périmètres agricoles sur une superficie globale de 46 520 ha, affectée à l'investissement au titre de la concession agricole, dont 6257 ha ont été attribués à fin 2018 aux postulants, dans le cadre de l'encouragement et la promotion des investissements publics et privés dans les activités agricoles et d'élevage dans les région de Béchar et de la wilaya déléguée de Béni Abbès (240 km au sud de Béchar).
La wilaya de Béchar recense une superficie agricole totale de 1 424 780 ha, dont 35 167 ha en exploitation (31 279 ha en irrigué), 1 319 237 ha de terres pastorales, 4400 ha de terres consacrées à l'agriculture oasienne soit 12 % de terres agricoles exploitées, et 5400 ha localisés au périmètre agricole irrigué d'Abadla (15 % des terres agricoles en exploitation). Sur les 15 032 exploitations agricoles existantes, 12 721 relèvent du secteur privé (mise en valeur, agriculture oasienne et concession agricole), a-t-on fait savoir à la DSA.

Naâma

Lâcher de 500 antilopes et 1500 outardes dans la réserve naturelle de Lejdar

Une opération de lâcher de 500 antilopes et de 1500 outardes a été organisée, ce mardi, au niveau de la réserve naturelle de la localité de Ledjdar, relevant de la commune d'El Kesdir, située à 300 km à l'Ouest de Naâma.
Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme soutenu par le bureau du vice-président de l'Etat des Emirats arabes unis, Président du Conseil des ministres, gouverneur de Dubaï, Cheikh Mohamed Ben Rached Al Maktoum. Ce programme vise la protection des richesses faunistiques, le repeuplement des espèces menacées d'extinction et leur réintroduction dans un environnement propice comme l'avait souligné un membre de la délégation émiratie, Khaled Ben Suleiman, qui a supervisé cette opération, en présence du wali de Naâmaa Mohamed Hadjar. «Ces lâchers, entamés il y a trois années déjà et ayant pour but de suivre les étapes d'adaptation des gazelles et des outardes dans un espace fermé et de leur repeuplement, peuvent nous encourager à élargir ces actions pour toucher d'autres espèce, permettant à la réserve naturelle de Lejdar de jouer pleinement son rôle», a souligné le même intervenant.
Cette action initiée au niveau de cette réserve, s'étendant sur 300 000 hectares, vise à protéger l'équilibre et la diversité écologique dans cette région saharienne, avait souligné le directeur des forêts de la wilaya de Naâma, Amame Mimoune.

MWC 2019 : Sony Xperia 1, la vision d'un écran de cinéma portable

À Barcelone depuis le commencement du Mobile World Congress 2019, chaque constructeur y va de son atout qui rend son appareil différent des autres. Là où l'on attendait Sony au détour avec un Xperia XZ4, le fabricant surprend en présentant le Xperia 1. Le vaisseau-étendard de la marque nippone intègre une dalle OLED certifiée HDR (DCI-P3 à 100%) de 6,5 pouces au format 21/9 affichant une définition de 3360 x 1440 pixels. Le format a été spécifiquement pensé par le fabricant pour favoriser le visionnage de vidéos. Pour renforcer l'immersion et la qualité sonore, le mobile est doté de haut-parleurs stéréo Dolby Atmos. Le Xperia 1 fonctionne sous Android 9 (Pie) grâce à une batterie de 3300 mAh compatible avec la recharge rapide). Un lecteur d'empreinte digitale est positionné sur la tranche pour le déverrouillage. Sous le capot, on retrouve un système sur puce Snapdragon 855, dernière itération de Qualcomm, épaulé par 6 Go de RAM et 128 Go de stockage (extensible de 512 Go via microSD). Sans surprise, Sony n'a pas négligé la photo et le mobile emporte un triple capteur avec un objectif principal de 12 Mpx à ouverture f/1,6, un objectif ultra grand angle de 12 Mpx 135° à ouverture f/2,4 et un téléobjectif de 12 Mpx à ouverture f/2,4. En façade, on trouve un capteur de 8 Mpx. Disponible au printemps, le mobile sera lancé à 999 euros, frôlant la barre symbolique du millier d'euros et devenant de fait un concurrent des iPhone XS chez Apple et du Samsung Galaxy S10 du côté d'Android. Il sera proposé en blanc nacré, gris perle, noir et violet.

Microsoft : Relic Entertainment pourrait rejoindre la division Xbox Game Studios

Le rachat de Relic Entertainment serait en passe d'être officialisé par l'éditeur américain Microsoft.
La première acquisition de l'année 2019 pour la firme de Redmond devrait intervenir durant l'Inside Xbox du mois de mars. Exclusivement dédié aux actualités concernant la marque au X vert, cet événement mettra notamment en avant la licence Age of Empire (portage sur Xbox One ?), dont le dernier opus est actuellement en développement depuis désormais deux ans au sein de la structure canadienne Relic Entertainment (Homeworld, Company of Heroes, Warhammer 40,000). Dans le giron de Sega depuis 2013, suite à la faillite de feu THQ, celle-ci pourrait bien se faire racheter par Microsoft afin d'apporter son expertise et son savoir-faire concernant les jeux de stratégie en temps réel au sein des Xbox Game Studios, la division jeux vidéo du géant américain. L'insider Klobrille est d'ailleurs à l'origine de cette nouvelle rumeur. Après avoir teasé sa communauté concernant le futur de Microsoft, ce dernier a tout simplement dévoilé une image laissant suggérer un rachat de Relic Entertainment par la firme de Redmond.
A noter que l'éditeur américain n'a jamais caché son intention de faire de nouvelles emplettes durant cette nouvelle année afin de garnir encore plus sa structure dédiée au gaming et étoffer ses effectifs.

Android Q tourne parfaitement sur la Nintendo Switch

La Nintendo Switch est une console hybride. Vous pouvez la brancher sur son dock lorsque vous voulez jouer sur le grand écran de votre salon ou l'emmener avec vous comme une console portable pour jouer où que vous soyez. En mode portable, elle offre des spécifications très similaires à celles d'une tablette Android. Reste que Nintendo n'utilise pas officiellement Android sur sa Switch. Une équipe de développeurs a cependant réussi à faire tourner Android parfaitement sur l'appareil.
La Nintendo Switch intègre une puce NVIDIA Tegra X1, le même processeur que celui de la tablette Google Pixel C ou de la Shield TV. Ces deux appareils tournent sous Android. Elle dispose aussi de 32 Go de stockage et 4 Go de RAM. Largement suffisamment pour faire tourner Android, bien que la puce Tegra X1 soit en plus bridée. Cela n'a pas empêché les développeurs Billy Laws et Max Keller de faire tourner une première version – encore très instable – d'Android Q sur la console. Écran tactile, Wi-Fi, Bluetooth, Joy-Con, tout est opérationnel. Attention cependant, il faudra très certainement patienter un certain temps avant de pouvoir imaginer que l'opération soit accessible au grand public. Android Q n'est d'ailleurs même pas encore au stade de la developer preview.
Cette expérimentation est basée sur des versions pre-release.

80% des appareils Apple en activité tournent désormais sous iOS 12

C'est un chiffre qui impressionne à chaque fois. Chaque nouvelle mise à jour majeure d'Apple est l'occasion de montrer à quel point l'adoption est rapide. Preuve en est une fois encore avec iOS 12. S'il y a bien une chose que même les plus grands fans d'Android reconnaissent, et admirent, c'est la rapidité à laquelle les mises à jour d'iOS sont proposées aux utilisateurs. Les chiffres d'installation de la dernière version majeure de l'OS, iOS 12, indiquent une présence sur 80% des appareils de la marque à la pomme à ce jour. Apple a publié deux jeux de données. D'un côté les installations d'iOS 12 sur des appareils introduits durant les quatre dernières années et de l'autre, les chiffres d'installation totaux. Dans le premier cas, le taux d'installation est de 83%. Dans le second, comme dit plus haut, il est de 80%… sur tous les appareils iOS compatibles en activité. C'est clairement un autre avantage qu'ont les appareils Apple sur ceux Android, où Apple maintient très longtemps à jour les vieux produits. La firme de Cupertino devrait dévoiler officiellement la prochaine mise à jour majeure d'iOS, iOS 13, durant la WWDC 2019. Difficile aujourd'hui de savoir quels changements seront apportés mais l'année dernière, nous avions appris qu'iOS 12 se concentrerait sur la qualité et la stabilité globale, certaines fonctionnalités avaient été repoussées, voire même décalées à cet iOS 13. Encore quelques mois à patienter, nous devrions être fixés une fois la WWDC 2019 lancée, probablement dans le courant du mois de Juin.

MWC 2019 : la smartwatch Nubia Alpha fait la part belle à l'écran

Les designs de smartwatches actuelles sont assez standard, pour ne pas dire ennuyeux. Et en même temps, on comprend pourquoi puisque l'idée est de faire de la montre un objet du quotidien sans que celui-ci n'attire trop l'attention. Cependant, au MWC 2019, Nubia entend bien bousculer un peu les convenances. La marque vient d'officialiser la smartwatch Nubia Alpha, dernière-née dans la gamme des wearables du constructeur. Comme vous pouvez le voir dans l'image ci-dessous, il s'agit pour ainsi dire d'un écran entier qui ferait le tour de votre poignet, une première dans son genre, assurément. Nous avions déjà vu des brevets qui évoquaient cette idée d'un bracelet/montre tout écran mais Nubia pourrait être le premier à proposer un tel produit. L'Alpha proposera un écran OLED de 4 pouces, d'une définition de 960 x 192 pixels et sera propulsée par une puce Qualcomm Snapdragon Wear 2100. On retrouvera aussi 1 Go de RAM, 8 Go de stockage et une batterie de 500 mAh. La smartwatch Alpha intègrera aussi les fonctionnalités désormais basiques d'une montre connectée, comme le suivi de la santé et de vos activités physiques. Une variante eSIM 4G sera aussi proposée, pour celles et ceux qui souhaiteraient pouvoir en profiter pleinement sans leur smartphone. En théorie, l'utilisation du eSIM signifie que vous pourriez même passer et recevoir des appels téléphoniques via la smartwatch. Côté tarif, il vous faudra débourser 449€ pour la version Bluetooth uniquement et 549€ pour le modèle eSIM. À noter, si vous aimez le bling-bling, une variante

La bergamote aux effets magiques à siroter toute l'année

Les plantes possèdent de nombreuses propriétés bienfaitrices, et la bergamote n'est certainement pas en reste. Ce fruit aux allures de gros citron issu du bergamotier est essentiellement cultivé dans la région de Calabre, la pointe de la botte italienne, et utilisé dans beaucoup de tisanes. Il est aussi l'ingrédient principal de l'Earl Grey, ce thé noir qui compose la plupart de nos petits-déjeuners - une très bonne nouvelle puisqu'il aiderait surtout à ralentir le vieillissement de la peau, l'anxiété et tout un tas d'autres choses. Voici la liste de ses vertus.

La bergamote est anti-âge

Une femme est belle à tout âge, et c'est important de le rappeler. Mais chacune a le droit de faire ses propres choix lorsqu'il s'agit de vieillir. Pour celles qui souhaitent tenter de ralentir l'apparition des rides, l'huile de bergamote glissée dans un breuvage, ou comme une huile essentielle sur notre peau, ferait des miracles. Parce qu'elle aide à la régénérescence des cellules, et à l'élimination des cellules mortes.

La bergamote réduit le stress

Ses vertus apaisantes et relaxantes aide à se décontracter et à évacuer l'anxiété. Une étude datant de 2006 a même prouvé qu'il s'agissant d'un composant extrêmement efficace. Les sujets interrogés et exposés à l'huile essentielle de bergamote, ou à la plante dans du thé par exemple, au quotidien réagissaient beaucoup mieux au stress lié à leur vie quotidienne que ceux et celles qui n'avait pas recours au fruit.

La bergamote traite les troubles du sommeil

Une tisane de bergamote avant d'aller au lit, et on retrouve un sommeil beaucoup plus calme. Les propriétés sédatives du fruit et de son huile essentielle permettent de dormir de façon beaucoup moins agitée, et ainsi d'appréhender la journée reposée et de bonne humeur.

La bergamote apaise les irritations cutanées

Vous souffrez de psoriasis, d'eczéma, d'urticaire ou d'autres irritations gênantes ? Quelques gouttes' d'huile essentielle sur les zones à traiter et la peau s'apaise rapidement. Les vertus antibactériennes de la bergamote aident à réguler ces dermatoses mais aussi les peaux grasses à mixte.

La bergamote soulage les troubles digestifs

Le limonène qu'elle contient agit favorablement sur la production de bile que le foie libère ensuite dans l'intestin, ce qui amène à une meilleure digestion des corps gras. C'est aussi grâce à ce composant que notre organisme expulsera les gaz plus facilement, évitant ainsi les ballonnements. Vous n'avez plus qu'à faire le plein d'Earl Grey, en vérifiant bien qu'il soit composé à base de vrai bergamote.

Les femmes qui ont de longs horaires de travail sont plus sujettes à la dépression

Si vous êtes une femme et que vous travaillez plus de 55 heures par semaine, vous avez 7,3% de risque en plus de développer des symptômes dépressifs, tels que le sentiment de se sentir incapable et inutile, que les personnes effectuant des horaires standards.
C'est ce que vient de démontrer une étude publiée dans le BMJ Journal of Epidemiology and Community Health. Les chercheurs ont étudié 23 000 adultes britanniques depuis 2009. Outre les longs horaires de travail, il a aussi été démontré que les femmes travaillant le week-end ont 4,6% plus de risque d'avoir des symptômes dépressifs que les personnes travaillant uniquement les jours ouvrés. La responsable de l'étude, Gill Weston du University College London, suggère, notamment, que les femmes prennent en charge un nombre disproportionné de responsabilités à la maison et qui pourrait avoir une incidence sur les résultats de la recherche. «Avoir découvert plus de symptômes dépressifs chez les femmes travaillant de longues heures peut aussi s'expliquer par le second emploi qu'elles effectuent une fois leur travail rémunéré terminé. A ce dernier s'ajoute leur temps passé à effectuer les tâches domestiques», a-t-elle déclaré. Gill Weston demande aux employeurs de soutenir leurs employées lorsque leur moral est au plus bas. «De précédentes études ont démontré qu'avec le travail à la maison, les femmes travaillent, en moyenne, plus longtemps que les hommes, et qu'il en résulte une moins bonne condition physique. Nos résultats devraient encourager les employeurs et ceux qui font les règlements à envisager de réduire les tâches des femmes sans restreindre leur participation en tant que force de travail et à améliorer leurs conditions de travail psychosociales», a ajouté la scientifique.

Une mauvaise alimentation, synonyme de mauvaise santé mentale

Une nouvelle étude américaine souligne les effets néfastes d'un régime alimentaire déséquilibré sur la santé mentale.

La consommation de frites, fast-foods et sodas est associée à des souffrances psychologiques.
De plus en plus d'études révèlent les liens étroits entre l'alimentation et la santé mentale. La corrélation se confirme à nouveau avec de nouvelles recherches publiées dans le Journal international des sciences de l'alimentation et de la nutrition le 16 février dernier. Les chercheurs du centre médical universitaire de Loma Linda (États-Unis) ont en effet démonté que les patients consommant des aliments néfastes étaient plus susceptibles de présenter des symptômes de détresse psychologique que leurs pairs suivant un régime plus sain.
Les scientifiques se sont appuyés sur l'enquête California Health Interview Survey (CHIS), réalisée entre 2005 et 2015. Celle-ci comprend des informations sur l'état et les comportements liés à la santé, mais aussi des caractéristiques sociodémographiques. Plus de 240 000 enquêtes téléphoniques ont ainsi été analysées. Près de 17 % des adultes californiens sondés se sont avérés susceptibles de souffrir d'une maladie mentale. 13,2% étaient atteints de souffrances psychologiques modérées, 3,7 % de formes plus sévères. Or ces deux facteurs ont été associés à une consommation réduite de fruits et de légumes et à une consommation accrue de frites, de fast-foods et de sodas. Les chercheurs avertissent que le lien de cause à effet n'est pas prouvé. Mais ils estiment toutefois que l'étude appuie de précédentes recherches qui avaient déjà révélé un lien entre les maladies mentales et de mauvais choix alimentaires. La consommation de sucre avait par exemple été associée au stress. Les aliments frits, contenant de grandes quantités de sucre ou les céréales transformées, à la dépression. Leurs conclusions fournissent « des preuves supplémentaires que les politiques publiques et la pratique clinique devraient viser plus explicitement à améliorer la qualité de l'alimentation chez les personnes souffrant problèmes de santé mentale, écrivent-ils. Les interventions nutritionnelles [...] devraient cibler particulièrement les jeunes adultes, ceux qui ont moins de 12 ans d'éducation et les personnes obèses. »

De l'ail et des oignons contre le cancer du côlon

Des scientifiques chinois tentent de déterminer si une plus grande consommation d'ail et d'oignons permettrait de prévenir le cancer du côlon. Dans une étude publiée dans le Journal of Clinical Oncology, des chercheurs chinois ont tenté de cerner l'impact des plantes de la famille des allium (c'est-à-dire l'ail, mais aussi les oignons, la ciboulette, le poireau) dans la prévention du cancer du côlon. Pour enquêter, ils ont comparé 833 personnes du nord-est de la Chine atteintes de cancer colorectal et 833 participants témoins sans cancer, de même âge et de même sexe et qui vivent dans des lieux similaires. Les chercheurs ont découvert qu'il existait une relation significative entre la quantité d'allium consommée et le risque de cancer colorectal.
Plus précisément, chez les adultes consommant le plus de plantes de la variété allium, le risque de développer un cancer colorectal est 79% plus faible que chez les adultes qui en consomment le moins. Une diminution du risque que l'on enregistre à la fois chez les hommes et chez les femmes. Principal auteur de l'étude, le Dr Zhi Li, du First Hospital of China Medical University, pense que la consommation d'ail et d'oignon diminue le risque de polypes colorectaux, des tumeurs bénignes qui peuvent dégénérer en cancer lorsqu'ils sont dits «adénomateux». Il reconnaît toutefois que les résultats méritent d'être approfondis car la prévention du risque de cancer colorectal dépend aussi du mode de préparation des aliments et de leurs nutriments.

Littérature

Colloque sur le roman algérien d'expression française à Médéa

Plusieurs concepts ont été posés à travers les interventions données par les nombreux invités au cours de la matinée du premier jour du colloque international sur «Le roman algérien d'expression française : une orientation vers l'univers interculturel».

Organisé par le département des langues étrangères et le laboratoire de didactique de la langue et des textes de l'université Yahia-Farès de Médéa. Modéré par le professeur et spécialiste de la littérature maghrébine d'expression française Guy Dugas de l'université de Montpellier (France 3), le colloque a permis de mettre en lumière la notion d'interculturalité dans ses différentes dimensions, une notion devenue à la mode, mais qu'il faut revoir et «qu'il faut absolument réinventer car elle peut cacher un certain nombre d'approximations». Parmi ces manières de réinvention du terme, Ahmed Cheniki de l'université de Annaba a proposé son remplacement par d'autres notions voisines comme par exemple les notions de multiculturalité, de transculturalité, etc. Il a également été question de l'enseignement des littératures et de la place de l'interculturel dans le système scolaire algérien à travers les deux réformes qui ont eu lieu, en parlant de textes littéraires dans celle de 1976 et de littérature dans celle de 2000, cette dernière présentant une palette d'auteurs issus de l'espace francophone, selon Nabila Benhouhou de l'ENS d'Alger. Moufida Aliou de l'université de Gafsa (Tunisie) a évoqué la question des identités nationales et des cultures nationales en Algérie et en Tunisie qui ont des traits communs, elles sont même des identités et des cultures sœurs. L'universitaire a posé son approche à travers l'étude des œuvres de Fatma Aït Amrouche et de l'auteur tunisien Mohamed Habib Hamed, des œuvres de Mouloud Feraoun et d'Albert Memmi, en posant la question de l'intraduisible parmi les termes décrivant la réalité berbère chez Feraoun comme par exemple les termes djemaâ, kanoun…

«Mais, aussi bien d'auteurs algériens qu'auteurs tunisiens, ils se réclament de la même appartenance à l'univers multiculturel et à la littérature mondiale, ils se situent dans le champ de l'interculturalité en empruntant leur authenticité à la langue de l'Autre.» Pour le professeur Saïd Saïdi de l'université de Batna, l'œuvre de l'écrivain algérien Kamel Daoud *Meursault, contre-enquête* arrive dans un contexte de ressentiment, de déni. Dans ses développements, l'intervenant dira que Kamel Daoud a interrogé les personnages de Camus, visité les lieux, voulu comprendre les raisons de la présence des personnages dans les endroits décrits. Spécialiste de la littérature maghrébine d'expression française, Denise Brahimi n'a pu faire le déplacement en Algérie pour des raisons de santé, mais son esprit a plané sur le colloque à travers l'hommage qui lui a été rendu par les participants et par Guy Dugas. Ce dernier, spécialiste de la littérature maghrébine d'expression française, est également éditeur à la maison d'édition Al Kalima à Alger où il dirige la collection des «Petits inédits».

Skikda

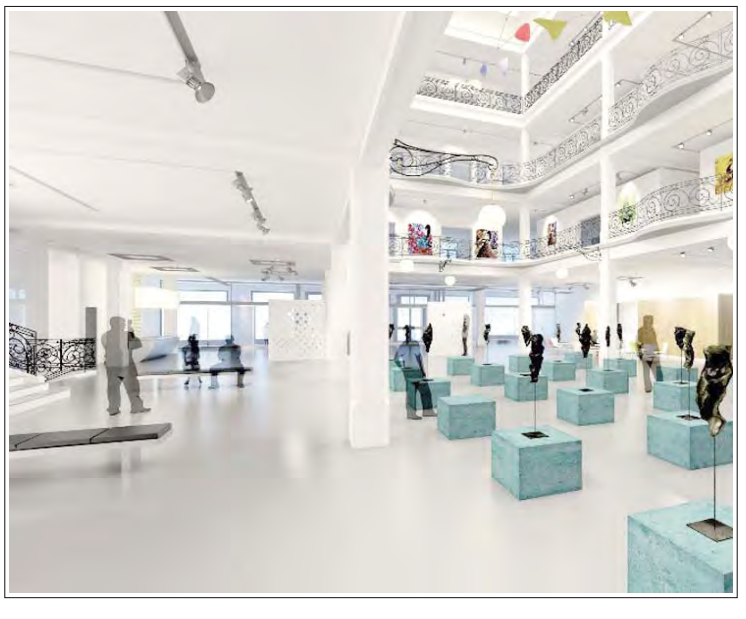
Réception de la bibliothèque principale de la ville avant la fin du mois de juin

Le projet de la bibliothèque principale de lecture publique de la ville de Skikda sera réceptionné «avant la fin du deuxième trimestre 2019», a-t-on appris, ce mardi, du directeur de la culture. Le projet, doté d'une enveloppe de près de 450 millions de dinars, enregistre actuellement un taux d'avancement des travaux estimé à 98%, a indiqué Abdelaziz Boudjelaba. Construite selon les normes internationales, cette infrastructure culturelle à l'architecture arabo-andalouse compte une salle de conférence (400 places), des salles de lecture et d'Internet, des ateliers artistiques et scientifiques, une vidéothèque et un espace d'exposition, a-t-il ajouté. Boudjelaba a, par ailleurs, fait savoir qu'un cahier des charges sera spécialement établi pour l'équipement de cette bibliothèque qui apportera, a-t-il dit, «une plus-value certaine au secteur de la culture». Ayant élu domicile en 2015 à la maison de la culture Mohamed-Seradj de Skikda, comme solution provisoire en attendant la réception des travaux, la bibliothèque principale de lecture publique a poursuivi ses multiples activités «malgré l'exiguïté des lieux», a rappelé le responsable, relevant que son établissement avait dès cette date-là commencé à enrichir son fonds documentaire pour disposer actuellement de 4789 titres et 40 144 ouvrages. Le même responsable a fait savoir que cette bibliothèque va dans «un très proche avenir» faire l'acquisition d'une importante quantité de livres financés sur le budget réservé à la gestion annuelle de cette structure pour l'année 2019, en plus d'un quota d'éditions, dédié au secteur culturel de la wilaya de Skikda, produit dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe».

Musée d'art moderne d'Oran

Les «Word Press Photo 2018» s'exposent jusqu'au 28 février

Le musée d'art moderne d'Oran (MAMO) accueille jusqu'au 28 février courant l'exposition «Word Press Photo» qui présente le meilleur journaliste visuel de l'année 2018, apprend-on de la directrice de cet établissement, Bouchra Salhi. Cette exposition itinérante présente, selon cette dernière, les œuvres des gagnants du concours «World Press Photo 2018» et sera présentée au MAMO avec le soutien de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas à Alger. Oran est ainsi la deuxième ville algérienne à accueillir cette grande exposition de photographie de presse après Alger, rappelle Bouchra Salhi, ajoutant que cette exposition itinérante, qui enregistre la participation de 125 pays du monde entier, a déjà sillonné 45 pays (une centaine de villes). Pas moins de 4548 photographes ont pris part à ce grand évènement culturel qui a mis en exhibé 73 044 photographies de presse. La clôture de l'exposition est prévue pour le 28 février en fin de journée, alors pour tous les Oranais qui n'ont pas encore vu cette exposition, il vous reste deux jours pour le faire.



Sahara occidental

Des élus français dénoncent le soutien de leur pays à l'occupation marocaine

Des élus de la municipalité d'Ivry-sur-Seine ont dénoncé la position de la France vis-à-vis de la question sahraouie, déplorant sa politique étrangère alignée sur les thèses marocaines au détriment des droits du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

Rencontrés à Alger, à la veille de leur déplacement aux camps des réfugiés sahraouis dans le cadre d'une mission prévue du 26 février au 2 mars, la délégation de la municipalité, conduite par l'adjointe au maire, Sévérine Peter, a critiqué la politique de l'Etat français vis-à-vis du dossier sahraoui, affirmant que «la position de l'Hexagone est totalement alignée sur les thèses marocaines d'occupation des territoires sahraouis, au mépris du droit du peuple sahraoui à son autodétermination». Exprimant leur solidarité entière avec la cause sahraouie, les quatre élus de la municipalité d'Ivry-sur-Seine, conviés aux festivités de commémoration du 43e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) ont relevé, dans ce contexte, que la politique étrangère de la France avait subi un changement «radical» depuis le départ de l'ex-Président Jacques Chirac, en mai 2007. «Le Président Chirac avait pris la décision de quitter les forces de l'OTAN. Il était un fervent défenseur de la paix au Proche-Orient et contre l'intervention américaine en Irak en 2003. Mais, aujourd'hui, nous assistons à une diplomatie française qui privilégie ses intérêts économiques, l'exploitation illégale des ressources naturelles et les ventes d'armes au détriment des valeurs humaines et de démocratie, telles que la défense des Droits de l'Homme et l'autodétermination des peuples sahraouis et palestiniens», a fait observer Séverine Peter, chargée des questions internationales et de la communication au sein de la ville d'Ivry-sur-Seine. Evoquant l'existence d'un «lobbying superpuissant» en France qui soutient le Royaume marocain dans son occupation du Sahara occidental, l'adjointe au maire a affirmé, en outre, que «les autorités françaises demandaient souvent aux élus et aux députés de l'Assemblée de ne pas s'engager sur des questions internationales, notamment celles portant sur le Sahara occidental et la Palestine».
«Il existe en quelque sorte un consensus au sein de la société civile française pour ne pas aborder la question sahraouie.
D'ailleurs, elle est au-dessous de toutes les préoccupations de la classe politique de l'Hexagone», a regretté encore Séverine Peter, élue du Parti communiste français.
En dépit de ce constat, Saïd Hefad, issu de la majorité municipale, se dit, de son côté, «optimiste» et a assuré que l'opinion française, notamment celle de sa commune, est consciente de la souffrance du peuple sahraoui vivant sous l'occupation marocaine. «J'ai un grand espoir que le peuple sahraoui fera entendre sa voix et j'ai entièrement confiance dans les efforts menés par l'ONU pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a-t-il souligné.

Un soutien renouvelé au peuple sahraoui

Pour sa part, l'élu Mehdy Belabbas, écologiste et adjoint au maire, s'est dit «déçu» par les accords commerciaux et de pêche UE-Maroc élargis illégalement aux territoires sahraouis occupés, qui ont été approuvés récemment par le Parlement européen. Dénonçant un «pillage» des ressources naturelles sahraouies, Mehdy Belabbas a affirmé que «la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qui avait déjà statué sur l'illégalité de ces accords, va devoir encore une fois les bloquer après que le Front Polisario ait décidé de les contester». Les élus de la municipalité d'Ivry-sur-Seine ont été, à l'occasion, unanimes à renouveler leur soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, s'engageant à poursuivre les actions de solidarité en faveur des Sahraouis vivant dans les camps des réfugiés sahraouis, notamment dans la prise en charge médicale des enfants souffrant de maladies. Depuis 10 ans, le centre médical de la commune accueille chaque année une dizaine d'enfants sahraouis bénéficiant de soins et de traitements médicaux. A ce propos, la directrice du centre, Marianne Petit, qui fait partie de la délégation, a relevé la «dégradation» de la santé des enfants sahraouis vivants dans les camps des réfugiés, évoquant des problèmes ophtalmologiques, dentaires et même de croissance. La municipalité d'Ivry-sur-Seine organise, chaque année, des séjours en France au profit des dizaines d'enfants sahraouis afin de leur permettre d'oublier les souffrances des conditions de vie difficiles dans les camps et de découvrir la mer et autres sites touristiques. La Mairie d'Ivry-sur-Seine avait, également, accompagné en avril dernier Claude Mangin-Asfari, épouse du Naâma Asfari, militant des Droits de l'Homme au Sahara occidental détenu dans une prison marocaine, dans sa grève de la faim illimitée pour avoir le droit de rendre visite à son mari, après trois ans de refus et de son refoulement par les autorités marocaines. Suite à cette grève qui avait suscité un large élan de solidarité en France, Claude Magin-Asfari a eu gain de cause et a pu se rendre au Maroc en janvier dernier pour s'enquérir de la situation de son époux, emprisonné depuis plus de sept ans et condamné sans preuves à 30 ans de prison ferme. Abritant un comité de l'Association des Amis de la République Arabe sahraouie démocratique en France (AARASD), la municipalité tient, selon ses élus, à renforcer les liens d'amitié entre la ville d'Ivry et le peuple sahraoui et à continuer à défendre la cause des réfugiés et des prisonniers politiques.

Kohler rencontre le Front Polisario début mars à Berlin

L'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, et le Front Polisario devraient se rencontrer début mars à Berlin (Allemagne) en prévision de la deuxième table ronde qui va se tenir en Suisse le mois prochain, a-t-on appris, lundi, de sources proches du dossier. La rencontre prévue la première semaine de mars s'inscrit dans le cadre des consultations bilatérales que l'ancien président allemand compte tenir avec les parties au conflit (le Front Polisario et le Maroc) et les pays voisins pour préparer la deuxième table ronde.
Mais aucun ordre du jour n'a été proposé à ce stade, affirment les mêmes sources.
Kohler a organisé en décembre dernier une première table ronde après six ans de blocage des négociations sur le statut du Sahara occidental. La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset (près de New York).
Depuis, le processus de paix est au point mort. L'émissaire onusien s'est montré très optimiste à l'issue de cette réunion, assurant qu'une solution pacifique au Sahara occidental était «possible». Il reste, cependant, des obstacles à surmonter pour remettre définitivement le processus de paix sur les rails à l'instar des offres de mesures de confiance que le Maroc a rejetées lors de la réunion de Genève. La partie marocaine a répondu négativement à l'offre du Front Polisario de libérer les détenus politiques, d'autoriser les observateurs des Droits de l'Homme à se rendre dans les territoires occupés et de cesser le pillage des ressources naturelles sahraouies. Le Front Polisario a considéré ce rejet comme un

signe de «manque d'intérêt à faire avancer le processus». L'émissaire onusien dispose d'un large soutien au Conseil de sécurité pour mettre en œuvre des mesures de confiance portant entre autres sur le déminage et réunion des familles séparées, a révélé l'ambassadeur allemand à l'ONU, Christoph Heusgen. Au demeurant, les parties au conflit sont mises sous pression pour faire avancer le processus de l'ONU avant l'expiration du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso) le 30 avril 2019.
Les Etats-Unis, porte-plume des résolutions sur le Sahara occidental ont déclaré fin octobre à l'issue de l'adoption de la résolution prorogeant le mandat de la Minurso qu'il ne pouvait plus y avoir de statut au Sahara occidental et que les parties au conflit doivent rester attachés aux négociations jusqu'à l'aboutissement du processus politique. Son ambassadeur adjoint auprès de l'ONU, Jonathan Cohen, avait alors affirmé que le Conseil de sécurité devrait apporter son «soutien à l'envoyé personnel Kohler dans ses efforts pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permettra l'autodétermination du peuple du Sahara occidental». «La prorogation (...) de six mois témoigne de notre détermination de voir les négociations progresser rapidement, de bonne foi et sans conditions préalables», et «énonce également clairement que le Conseil de sécurité ne laissera pas le Sahara occidental et la Minurso retomber dans l'oubli», avait déclaré Jonathan Cohen.

Clôture des travaux du 8e congrès de l'UNFS

Les travaux du 8e congrès de l'Union nationale des femmes sahraouies (UNFS) ont pris fin, lundi soir, avec la lecture du communiqué final, de recommandations et de messages, en présence du président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali. La commission des élections a procédé aussi à la proclamation des résultats du renouvellement des membres du bureau exécutif de l'UNFS pour un mandat de quatre années.
Le dépouillement des votes, en deux étapes, a donné lieu à l'élection de dix membres du bureau exécutif, après que la première étape ait permis d'élire cinq membres pour les postes de secrétaire général de wilaya à l'intérieur des camps de réfugiés sahraouis.
La commission avait annoncé auparavant l'élection de Mentou Lerbas Souidat au poste de secrétaire générale de l'UNFS.

La résistance et la lutte de la femme sahraouie pour l'indépendance valorisée

Des participantes aux travaux du 8e congrès de l'Union nationale des femmes sahraouies (UNFS) ont valorisé, lundi au camp d'Aousserd des réfugiés sahraouis, la résistance de la femme sahraouie et sa lutte pour l'indépendance. Parmi ces participantes, Salha Boutenfiza, journaliste sahraouie venue des territoires sahraouis occupés, a salué l'action de la femme sahraouie à travers sa résistance et son combat pour l'indépendance de son pays. Salha Boutenfiza a indiqué que sa participation aux côtés de ses sœurs sahraouies se veut «un message de défi, de résistance et de poursuite du combat, lancé à l'adresse de l'occupant marocain», saluant, par la même occasion, les sacrifices et la lutte de la femme sahraouie pour la liberté et l'indépendance. Elle a réaffirmé sa fierté de prendre part, dans le cadre d'une délégation composée de 16 déléguées, à ce congrès qu'elle considère comme «une étape importante qui confirme une nouvelle fois l'unité du peuple sahraoui, sous la bannière de son représentant unique le Front Polisario». La militante sahraouie des Droits de l'Homme, Fatmetou Dahouar, a mis l'accent, de son côté, sur le rôle efficient de la femme sahraouie dans la défense de sa cause juste, avant de dénoncer les violations des droits de civils sahraouis sans défense dans les territoires sahraouis occupés. Elle a, en outre, salué l'expérience des femmes sahraouies, notamment les militantes des Droits de l'Homme, à travers la diffusion d'images sur la situation difficile et amère que vivent les militants ainsi que sur les campagnes d'arrestations dont ils font l'objet et des mauvais traitements et violations de leurs droits aux mains de l'occupant marocain. Les travaux de ce 8e congrès «Chahida Sidoumé Mokhtar Ahmed» ont donné lieu à l'élection de Mentou Lerbas Souidat comme nouvelle secrétaire générale de l'UNFS, selon l'annonce faite par la présidence du Congrès. Ces travaux, qui se sont étalés sur trois jours, devront s'achever ce soir, en présence de responsables sahraouis et de représentants des délégations féminines de différents pays arabes et étrangers.

Soudan

Le processus de paix une nouvelle fois au point mort au Darfour

Le processus de paix dans la région soudanaise du Darfour est de nouveau au point mort alors que l'état d'urgence a été décrété le 22 février par les autorités pour l'ensemble du Soudan à la suite de manifestations contre la vie chère, a déploré, avant-hier, une haute responsable des Nations unies devant le Conseil de sécurité.

«Le développement le plus significatif est la déclaration de l'état d'urgence par le Président Omar Hassan El Bechir, le 22 février. Cela s'applique à tout le pays», a souligné Bintou Keïta, la sous-secrétaire générale des Nations unies pour l'Afrique au Département des affaires politiques et de consolidation de la paix ainsi qu'au Département des opérations de paix, cité par l'ONU dans un communiqué.

Dans ce contexte, 18 nouveaux gouverneurs issus de l'appareil militaire et sécuritaire ont été nommés pour remplacer les walis (gouverneurs) qui ont été limogés.

«Ces développements interviennent à un moment où le processus de paix au Darfour était au point mort - une fois encore - dans le contexte des manifestations actuelles contre les conditions économiques et politiques au Soudan», a expliqué Bintou Keïta devant le Conseil de sécurité. Même si les manifestations au Darfour sont restées sporadiques, la faction Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM)/Gibril Ibrahim et la faction Armée de libération du Soudan/Minni Minnawi sont revenues sur leur accord de décembre 2018 prévoyant la reprise des négociations avec le Gouvernement soudanais en janvier 2019, a noté la sous-secrétaire générale. Entre-temps, le président soudanais Omar El Bechir a déclaré le 28 janvier la cessation des hostilités au Darfour et dans les 2 régions.

Le 9 février, le SLA/Minni Minnawi, le JEM/Gibril Ibrahim et 2 autres groupes (le Conseil de transition du Mouvement de libération du Soudan et le Mouvement de libération du peuple soudanais du Nord dirigé par Malik Agar) ont prolongé de 3 mois leur cessation unilatérale des hostilités au Darfour et dans les Etats du Kordofan méridional et du Nil Bleu.

«L'impact des récents développements à Khartoum sur la dynamique liée au processus de paix au Darfour n'a pas encore été évalué, mais le remplacement de tous les walis (gouverneurs) aura une incidence sur le processus et certains groupes rebelles ont affiché un durcissement de leur position», a souligné Keïta

L'Afrique du Sud exhorte les groupes armés soudanais à résoudre leurs différends

L'Afrique du Sud a exhorté les groupes armés au Soudan à résoudre leurs différends dans le cadre déjà existant des pourparlers politiques, a indiqué, ce lundi, Jerry Matjila, un haut diplomate sud-africain. Si Johannesburg salue l'amélioration constante

de la sécurité dans la province du Darfour, elle juge en revanche que les affrontements incessants entre ces groupes armés et les autorités de Khartoum ont exigé que davantage d'efforts soient faits dans cette région, a estimé Matjila, l'ambassadeur d'Afrique du Sud à l'ONU, lors d'une réunion de la Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (Minuad). «Il est impératif pour la Minuad de continuer à apporter une assistance technique et logistique à la Commission soudanaise pour le DDR (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion) afin de favoriser le désarmement et la démobilisation des combattants armés», a-t-il exigé.

En outre, il est impératif que les 2 parties ont continué de respecter les dispositions du Document de Doha pour la paix au Darfour, a ajouté Matjila, soulignant qu'il est essentiel qu'elles continuent d'être engagées dans le processus de négociation sous les auspices de l'Union africaine. «L'Afrique du Sud demeure inquiète devant les violations des Droits de l'Homme signalées dans le communiqué du secrétaire général» de l'ONU, Antonio Guterres, a-t-il poursuivi.

«Les femmes et les enfants restent les plus touchés par les violences sexuelles qui deviennent de plus en plus une arme de guerre et de conflit, sapant la paix et la prospérité à long terme de la communauté», a précisé Matjila.

«Le chemin vers le rétablissement de la paix n'est pas facile, mais les efforts inlassables de la communauté internationale est un soutien constant depuis des années, ont apporté des améliorations considérables à la sécurité au Darfour», a conclu le diplomate sud-africain.

Caracas

Le Brésil ne permettra pas aux Etats-Unis d'utiliser son territoire pour «intervenir» au Venezuela

Le Brésil ne permettra pas aux Etats-Unis d'utiliser son territoire pour «intervenir» au Venezuela, a déclaré, le vice-président brésilien, Hamilton Mourao, cité par la chaîne de télévision «Globo News».

«Les autorités brésiliennes n'ont pas l'intention de mettre leur territoire à la disposition des militaires américains pour mener une opération contre le Gouvernement vénézuélien», a annoncé, ce lundi, Antonio Hamilton Mourao, lors d'une rencontre du Groupe de Lima à Bogota, en Colombie. «Cela a impliqué le feu vert du Congrès national [Parlement brésilien], le Gouvernement brésilien ne peut pas le faire [sans avoir demandé l'avis du Parlement]. Et la plupart des membres du Gouvernement sont contre», a ajouté Mourao, précisant que «le Gouvernement du Brésil fera tout pour que la crise vénézuélienne soit réglée par des moyens pacifiques et diplomatiques».

La Force nationale de sécurité publique brésilienne a élargi le cordon de sécurité dans la zone frontalière avec le Venezuela afin d'atténuer les tensions résultant des récents affrontements, a rapporté l'agence de Sputnik.

Le président bolivien Evo Morales a demandé récemment aux pays du Groupe de Lima, réunis en Colombie, de privilégier la voie du «dialogue» pour trouver une issue à la crise au Venezuela. Le Groupe de Lima, a entamé à Bogota une réunion cruciale, à laquelle ont participé l'opposant Juan Guaido et le vice-président américain Mike Pence, pour trouver une issue à la crise au Venezuela qui s'est aggravée entre le parti socialiste vénézuélien au pouvoir et certains partis d'opposition de droite après que Guaido s'était autoproclamé, le 23 janvier dernier, «président en exercice» du pays devant ses partisans à Caracas.

La crise politique au Venezuela s'est aggravée quand l'opposant Juan Guaido, renvoyé le 22 janvier du poste de président de l'Assemblée nationale vénézuélienne sur décision de la Cour suprême, s'est autoproclamé le lendemain «président en exercice du pays» et a prêté serment au cours d'une manifestation à Caracas.

Le président américain, Donald Trump, l'a reconnu comme «président par intérim», suivi par une quarantaine de pays, dont des pays européens et de l'Amérique du Sud. Le président élu Nicolas Maduro a qualifié Juan Guaido de «pantin» des Etats-Unis, dénonçant «l'usurpation de la fonction présidentielle» par l'opposant. La Russie, la Chine et plusieurs autres pays ont, quant à eux, soutenu Nicolas Maduro en tant que président légitime du Venezuela. Le Kremlin a qualifié la décision de certaines nations européennes d'«ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela.»

Yémen

Conférence à Genève des donateurs en soutien au peuple

Une conférence des donateurs pour le Yémen, qui fait face à l'une des plus graves crises humanitaires, s'est tenue, hier, à Genève, à l'initiative des Nations unies, de la Suisse et de la Suède.

Cet événement de haut niveau pour la crise humanitaire au Yémen, le 3e du genre, aura pour objectif de recueillir un soutien pour la réponse humanitaire dans ce pays et d'alléger les souffrances du peuple yéménite, a indiqué un communiqué du Bureau de la coordination des affaires humanitaires auprès de l'ONU (OCHA).

En raison du conflit dans ce pays, 24 millions de personnes - soit près de 80% de la population - ont besoin d'assistance et de protection, a estimé l'OCHA, notant que la famine menace des centaines de milliers de vies et l'aide humanitaire devient de plus en plus la seule bouée de sauvetage pour des millions de Yéménites. Le conflit touche particulièrement les femmes et les enfants, ce qui les expose davantage à la violence, fait constater la même source. «Un effort logistique massif continu de porter secours à des millions de Yéménites qui ont cruellement besoin de nourriture et d'abris», a indiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, notant qu'environ 8 millions de personnes à travers le pays reçoivent une assistance directe de l'ONU et de ses partenaires chaque mois.

Iran

Javad Jarif appelle les autres diplomates à rester en poste après sa démission

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a appelé, hier, les diplomates du ministère des Affaires étrangères à rester en poste après avoir annoncé sa démission. «Je vous conseille de rester en poste dans des ambassades et de vous atteler résolument à votre tâche consistant à défendre notre pays et à vous abstenir de tels actes» de démissionner, a-t-il déclaré, cité par l'agence de presse iranienne Irna.

Il réagissait, selon Irna, à une rumeur, selon laquelle un grand nombre de diplomates iraniens s'apprêteraient à démissionner si son départ était accepté par le Président Hassan Rohani.

Cheville ouvrière de l'Accord international sur le nucléaire iranien de 2015, Zarif a annoncé dans la nuit de lundi à mardi sur instagram sa démission, désormais entre les mains de Rohani.

Il a déclaré, ce mardi, espérer que sa décision de renoncer à ses fonctions permettrait à son ministère de retrouver son «statut légal» sans élaborer à ce sujet.

«J'espère que ma démission agira comme un coup de trique qui permettra au ministère des Affaires étrangères de retrouver son statut légal en matière de relations internationales», a dit Zarif en s'adressant au personnel de son administration, selon Irna.

Zarif n'a pour l'instant donné aucune autre explication à sa démission, mais, selon le média en ligne «Entekhab», celle-ci serait liée à la visite surprise, avant-hier, à Téhéran, du président syrien Bachar Al Assad. Ce dernier s'est entretenu avec le guide suprême iranien, l'Ayatollah Ali Khamenei, et Rohani.

Zarif n'était présent à aucune de ces deux rencontres, selon l'agence Isna.

Hanoï

Kim Jong-un est arrivé au Vietnam

Kim Jong-un, le dirigeant suprême de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), est arrivé, hier matin, en train à Dong Dang dans la province vietnamienne de Lang Son (nord), a rapporté l'agence de presse vietnamienne VNA.

Kim a été accueilli en gare par des responsables et des civils vietnamiens, selon la même source. Durant sa visite, la 1re effectuée en 55 ans par un dirigeant suprême de la RPDC, il doit rencontrer les dirigeants vietnamiens.
Kim Jong-un, qui a quitté Pyongyang, samedi après-midi, pour se rendre à Hanoï, rencontrera le président américain Donald Trump pour leur second sommet, prévu, mercredi et jeudi, consacré aux relations bilatérales et aux questions relatives à la paix et à la dénucléarisation de la péninsule coréenne.
Le 1er sommet Kim-Trump, tenu en juin 2018 à Singapour, avait abouti à une amélioration des relations bilatérales. Des sujets tels qu'une feuille de route pour la dénucléarisation, la levée des sanctions contre la RPDC, l'éventuelle publication d'une déclaration mettant fin à la guerre devraient figurer à l'agenda de leurs entretiens.

Grande-Bretagne

Des ministres menacent de démissionner pour report de la date du Brexit

Trois membres du Gouvernement britannique ont menacé, hier, de démissionner si la Première ministre Theresa May ne s'engage pas à repousser la date du Brexit pour écarter le scénario d'une sortie brutale de l'Union européenne. Les secrétaires d'Etat chargés de l'industrie, Richard Harrington, du Digital, Margot James, et de l'Energie, Claire Perry, «implorent» la cheffe du Gouvernement de s'engager à étendre l'article 50 du Traité de l'UE, qui régit le départ d'un Etat membre si aucun accord n'est adopté par le Parlement dans les temps, afin d'éviter une sortie sans accord de l'UE. «Cet engagement serait accueilli avec soulagement par une grande majorité de députés, d'entreprises et leurs employés», ont écrit ces ministres favorables au maintien dans l'Union européenne, dans le tabloïd *The Daily Mail*. Si la dirigeante conservatrice ne leur fait pas cette promesse cette semaine, les 3 membres du Gouvernement menacent de démissionner «pour empêcher un désastre». Selon le tabloïd, 15 autres membres du Gouvernement seraient prêts à démissionner pour empêcher un «no deal». «Alors que le jour J approche, nous pensons que c'est notre devoir de faire quelque chose pour aider à empêcher une telle catastrophe», a expliqué Margot James à la BBC.
Trois ministres de 1er plan avaient aussi plaidé le week-end dernier pour un report du Brexit faute d'accord validé dans les temps par les députés britanniques.
Le président du Conseil européen Donald Tusk a précisé, ce lundi, qu'il avait discuté avec Theresa May du «contexte juridique et procédural d'une possible extension» d'un report de la date du Brexit, prévu le 29 mars. «Je pense que, compte tenu de la situation dans laquelle nous nous trouvons, un délai supplémentaire serait une solution rationnelle», a-t-il dit.

la Première ministre britannique estime pouvoir éviter ce scénario

Provoquant une levée de boucliers au Royaume-Uni, Theresa May a différé, dimanche, «d'ici au 12 mars» un vote des députés britanniques sur l'accord de Brexit. Elle affirme vouloir se donner plus de temps pour tenter de renégocier le texte avec Bruxelles avant la date butoir.
Le Parti travailliste, principal parti d'opposition britannique, s'est dit prêt à soutenir un amendement proposant l'organisation d'un second référendum sur la sortie de l'UE afin d'éviter le Brexit «destructeur» des conservateurs, ajoutant de la pression sur les épaules de Theresa May. La cheffe du Gouvernement a réuni ses ministres, hier matin, avant de s'exprimer devant les députés à la mi-journée.

ONU

Guterres plaide pour une préservation du Traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire

Devant la Conférence du désarmement à Genève, le chef de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé, avant-hier, les Etats-Unis et la Russie à préserver le Traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) menacée d'une possible disparition.
«La situation est particulièrement dangereuse en ce qui concerne les armes nucléaires», a déclaré d'emblée Antonio Guterres. Le 2 février, les Etats-Unis sont sortis du FNI signé en 1987 par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev. La Russie a annoncé le même jour qu'elle suspendait sa participation à ce Traité. «Si elle était autorisée, la disparition du FNI rendrait le monde plus fragile et instable», a alerté Guterres soulignant qu'une telle insécurité et instabilité seraient «vivement ressenties ici en Europe». Dans ce contexte, le chef de l'ONU a mis en garde contre toute volonté d'un brusque retour en arrière. «Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de revenir à la compétition nucléaire effrénée des jours les plus sombres de la guerre froide», a-t-il averti, insistant sur l'importance de préserver ce Traité. Guterres a demandé à Washington et Moscou de réviser le Traité de réduction de leurs capacités nucléaires (New START) avant son expiration en 2021 pour diminuer davantage leurs stocks. Selon le secrétaire général, New START est le seul instrument juridique international qui limite la taille des 2 plus grands arsenaux nucléaires du monde. Ses dispositions en matière d'inspection constituent d'importantes mesures de confiance qui profitent au monde entier. Il a ainsi exhorté les gouvernements américain et russe «à utiliser le temps qu'offre la prorogation du Traité pour envisager de nouvelles réductions de leurs arsenaux nucléaires stratégiques.

France

Le principal incendie en Corse est maîtrisé

Le plus important des incendies en Corse qui a ravagé au total quelque 1500 hectares (ha) depuis samedi est désormais maîtrisé, ont fait savoir, hier, les sapeurs-pompiers.
Cet incendie dans la zone de Calenzana près de Calvi dans le nord-ouest de l'île française avait détruit 1200 ha de végétation en moins de 24 heures. Une lisière inaccessible à 1500 m d'altitude fait toujours l'objet d'une attention particulière, ont précisé les sapeurs-pompiers. Hier matin, 80 hommes étaient toujours engagés sur cet incendie. Un hélicoptère de la Sécurité civile devait procéder à l'hélitreuillage de personnel sur les zones inaccessibles. Le dispositif terrestre devait par ailleurs être renforcé par 2 Canadair. Suspectant un feu d'origine criminelle, le maire de la localité de Calenzana, Pierre Guidoni, a annoncé qu'il déposerait plainte dans la journée. Dans le nord de la Corse, un incendie qui a parcouru 65 ha à Sisco était maîtrisé, hier matin, et en voie d'extinction, selon la même source. Et à Ghisoni, un incendie qui a parcouru 13 ha était également maîtrisé et en voie d'extinction. Dans le sud de l'île méditerranéenne, une reconnaissance aérienne effectuée dans la matinée a permis d'établir que les feux de Tolla et de Sampolo étaient maîtrisés, selon les services de la préfecture.

Conseil de l'Europe

Appelle au respect des Droits de l'Homme en France

La commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovi, a appelé les autorités françaises «à mieux» respecter les Droits de l'Homme dans le contexte de la mobilisation des «Gilets jaunes», a indiqué, hier, un communiqué de l'institution européenne. Dans un mémorandum contenant ses observations sur les évènements liés aux différentes mobilisations des «Gilets jaunes», un mouvement né le 17 novembre dernier du ras-le-bol fiscal et la dégradation du pouvoir d'achat des Français, la commissaire a invité les autorités françaises à «mieux respecter les Droits de l'Homme» lors des opérations de maintien de l'ordre et à «ne pas apporter de restrictions excessives à la liberté de réunion pacifique» à travers la proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations.
La commissaire qui a condamné «fermement» la violence, les propos et les agressions racistes, antisémites ou homophobes de certains manifestants, a rappelé dans ses recommandations que la tâche première des membres des forces de l'ordre «consiste à protéger les citoyens et leurs Droits de l'Homme», estimant que le nombre et la gravité des blessures infligées aux manifestants «mettent en question la compatibilité des méthodes employées dans les opérations de maintien de l'ordre avec le respect de ces droits». A cet effet, elle a demandé aux autorités françaises de publier des données chiffrées «plus détaillées» concernant les personnes blessées et à revoir au «plus vite» la doctrine d'emploi des armes de force intermédiaire. Comme elle a recommandé de «suspendre l'usage du lanceur de balles de défense (LBD) dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre», rappelant par ailleurs l'obligation des autorités de garantir la sécurité des journalistes. La commissaire, qui a souligné qu'aucune impunité pour les violences policières n'est admise, a invité les autorités à veiller à ce que toutes «les personnes se prétendant victimes de tels abus puissent non seulement les signaler» aux inspections et au Défenseur des droits, sans omettre de saisir la justice d'une plainte et demander réparation.
Elle a invité également les autorités chargées des poursuites dans le cadre des manifestations de «Gilets jaunes» à faire preuve de «prudence» et de «retenue» en matière de recours à la procédure de comparution immédiate et recommande de «ne pas tenir des audiences la nuit», exprimant ses inquiétudes quant aux interpellations et placements en garde à vue de personnes qui ont participé aux manifestations des «Gilets jaunes».
Elle a estimé que de telles pratiques constituent de «graves ingérences» dans l'exercice des libertés d'aller et venir, de réunion et d'expression. Les recommandations contenues dans le mémorandum sont basées sur la mission à Paris que la commissaire a effectuée le 28 janvier dernier afin de recueillir davantage d'informations sur les circonstances de l'usage de la force par des membres des forces de l'ordre et par certains manifestants lors des mobilisations liées au mouvement des «Gilets jaunes», a-t-on précisé.

Enseignement supérieur

Plus d'une centaine d'étudiants algériens rejoignent chaque année des universités russes

Plus d'une centaine d'étudiants algériens rejoignent annuellement les universités russes pour suivre leurs études dans différentes spécialités, a-t-on appris, ce mardi, de la responsable des étudiants étrangers au sein du Groupe des universités d'Etat russes (RACUS), Olga Yakovleva.

«Plus d'une centaine d'étudiants algériens rejoignent chaque année les universités russes pour suivre des études en médecine, en chirurgie dentaire, en pharmacie et en informatique, entre autres», a indiqué Olga Yakovleva, qui est également manager des étudiants algériens en Russie, en marge de la 7e édition du Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives (Khotwa), ouvert mardi au centre des conventions d'Oran (CCO). «Le RACUS regroupe 18 universités étatiques se trouvant dans la partie européenne de la Russie. Fort d'une expérience de 30 ans, cet organisme a accueilli des centaines, voire de milliers d'étudiants algériens dans toutes les spécialités», a précisé la même responsable. «Cet engouement, très particulier des Algériens pour les établissements russes de l'enseignement supérieur, s'explique par le fait que les études se font dans trois langues, le russe, le français et l'anglais et en licence master et doctorat», relève-t-elle, ajoutant que les étudiants ont le libre choix de la langue de leur formation. Sur les 500 spécialités enseignées en Russie, les étudiants algériens optent pour la médecine qui englobe diverses branches (médecine générale, la chirurgie dentaire et la pharmacologie, entre autres), mais également l'ingénierie comme la mécatronique, la robotique, l'automatisme et l'informatique.
Olga Yakovleva a rappelé qu'en vertu des accords entre la Russie et l'Algérie, le baccalauréat algérien est reconnu d'office et ne nécessite donc pas un certificat d'équivalence. Par contre, pour les autres diplômes tels la licence, l'ingéniorat et le master, «ils doivent faire l'objet d'une formalité d'équivalence par l'université ou le ministère de l'Enseignement et de la Science de Russie». Pour les candidats optant pour des études en langue russe, une année préparatoire d'études de la langue est comprise dans leur cursus, a souligné la responsable, rappelant que de nombreux étudiants algériens suivent des masters et des doctorats en Russie. Plus de 70 participants répartis entre universités, écoles nationales et privées, organismes de l'enseignement supérieur sont présents à cette 7e édition du Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives (Khotwa). Selon Rami Tamrabet, un des organisateurs du salon, ce dernier se veut un espace de rencontres entre les acteurs nationaux et étrangers de la formation et une population d'apprenants, toutes catégories et niveaux confondus, souhaitant pousser plus loin leur formation en Algérie ou à l'étranger. Un riche programme d'activités accompagnera l'exposition avec des mini-formations et des séances de coaching au profit des jeunes visiteurs, ainsi qu'un cycle de conférences et des ateliers sur plusieurs thématiques animés par des associations et des clubs universitaires.

Houda H.

Cour de justice de l'Union européenne

Le label bio pour les viandes hallal refusé

La justice européenne a estimé que le label de production biologique européen ne peut pas être appliqué à des viandes issues de l'abattage rituel sans étourdissement préalable, au motif que cette méthode ne respecte pas les «normes les plus élevées de bien-être animal». Il s'agit d'un avis de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) sur le litige porté devant les tribunaux français par l'association Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir (OABA). Le jugement final sera rendu par la Cour d'appel administrative de Versailles (France), qui avait sollicité la CJUE. Les juges européens relèvent que la législation communautaire sur l'étiquetage des produits biologiques met en avant la «volonté d'assurer un niveau de bien-être animal dans le cadre de ce mode de production», explique la Cour dans un communiqué de presse. D'un côté, ils rappellent que «des études scientifiques ont établi que l'étourdissement constitue la technique qui porte le moins atteinte au bien-être animal au moment de l'abattage». De l'autre, ils soulignent que l'abattage rituel sans étourdissement préalable, autorisé dans l'UE à titre dérogatoire afin d'assurer la liberté de religion, «ne permet pas de réduire au minimum les souffrances de l'animal». Par conséquent, la Cour estime que l'apposition du logo bio dans ce cadre n'est pas autorisé par la réglementation européenne.

M. I.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE BOUIRA

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 04/2019

NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE : 408015000010066

La Direction des Travaux Publics de la wilaya de Bouira lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales, pour la réalisation du projet :

Renforcement et réhabilitation de la route reliant la RN05 au PK 116 à la RN 18 au PK 158 sur 6.5 km y compris la bretelle menant vers la localité Belmahdi sur 2 km.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Bouira, dès parution du présent avis.

Les entreprises autorisées à soumissionner sont :

Les entreprises de statut public ou privé résident sur le territoire Algérien disposant d'un certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité Catégorie Six (VI) ou plus (Activité principale travaux publics) et d'un registre de commerce dans le domaine de la réalisation des travaux de BTPH ,ayant déjà réalisé un projet analogue (Réalisation, renforcement ou réhabilitation des routes) d'un linéaire total de 10 km ou plus, justifiée par une attestation de bonne exécution délivrée par un maitre d'ouvrage.

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de services publics, les soumissionnaires doivent présenter leur offres selon les orientations du cahier des charges.

1- **Le dossier de candidature contient :**

*Une déclaration de candidature dûment remplie et signée
*Une déclaration de probité dûment remplie et signée
*Les statuts pour les sociétés
*Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
*Copie Casier judicaire en cours de validité.
* Copie Certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité : Catégorie Six (VI) et plus (Activité principale travaux publics)
* Les bilans fiscaux des trois dernières années d'activités.
*Attestation de dépôt légal des Comptes Sociales pour les Sociétés (SPA par actions, SARL, EURL, SNC, SCS)
*Liste des moyens humains de l'encadrement de l'entreprise justifiée par les diplômes et affiliation de l'année en cours.
*Copie Mise à jour CNAS en cours de validité.
*Copie Mise à jour CASNOS et CACOBATH en cours de validité.
*Copie registre de commerce.
*Un extrait de rôle apuré ou avec échéancier.
*Le numéro d'identification fiscale NIF.
*Liste du matériel justifiée par des cartes grises, factures d'achat, avec attestation de contrôle technique et contrat d'assurance en cours de validité pour le matériel roulant.
*Une attestation de bonne exécution délivrée par un maitre d'ouvrage, relative aux travaux de réalisation, de renforcement ou de réhabilitation des routes, d'un linéaire total de 10 km ou plus.

2/ L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire dûment remplie et signée.
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
-Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de services publics.

3/L'offre financière contient :

* **Lettre de soumission dûment remplie et signée**
* **Bordereau des prix unitaires dûment rempli et signé (BPU)**
* **Devis quantitatif et estimatif dûment rempli et signé (DQE)**
* **Planning de réalisation des travaux .**

* NB - Les pièces présentées par le soumissionnaire doivent être en cours de validité le jour de l'ouverture des plis

Les offres techniques et financières et le dossier de candidature doivent être remises à la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Bouira – **Rue Aberkane Hammouche - Bouira** ,dans trois (03) enveloppes séparées et cachetées , indiquant la dénomination de l'entreprise , la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention «Dossier de candidature », « Offre technique», « Offre financière » et introduites dans une (01) enveloppe extérieure fermée et anonyme portant la mention :

« À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres» «Appel d'Offre Ouvert avec exigences de capacités minimales **N°...../DTP/2019**»

Renforcement et réhabilitation de la route reliant la RN05 au PK 116 à la RN 18 au PK 158 sur 6.5 km y compris la bretelle menant vers la localité Belmahdi sur 2 km

La date de dépôt des offres est fixée à Vingt et un (21) Jours calendaires à compter de la date de première publication de l'avis d'appel d'offre dans l'un des quotidiens nationaux ou le BOMOP, au plus tard à 12H00.

La validité des offres est fixée à Cent Vingt **(120)** jours à compter de la date de dépôt des offres.

L'ouverture des plis des offres techniques et financières s'effectuera en séance publique le dernier jour correspondant à la date de dépôt des offres à 14H00.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis

Anep : 1916004903

L'Echo d'Algérie : 27/02/2019

Sudoku

	7				3		4	2
2	4		6				8	1
		3		2		6		
	6							
		8		6		9	3	
3							7	
		2		9		7		
7				4	2			9
6	8						5	

Codes

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
						B				G		

14	15	16	17	18	19
V	M	F		H	D

Ramené dans son pays

1	2	3 P	2	4	1	5	6	■	4	2	7	2	8
6	9	2	10	■	6	10	10	6	2	11	12	10	6
■	5	10	2	8	8	6	10	4	13	6	6	■	14
1	6	4	1	12	13	14	6	1	■	10	13	6	6
2	10	6	■	4	1	5	15	6	1	■	16	13	10
■	6	17	4	18	6	4	5	17	15	6	■	1	10
8	1	■	2	13	■	2	17	■	2	17	3	9	6
18	■	17	8	1	13	7	■	12	■	8	5	■	17
2	3	5	12	10	■	9	2	1	19	2	10	4	■
10	5	■	4	6	4	6	17	19	6	9	12	13	3
8	12	7	17	■	6	■	17	13	8	6	4	4	6
2	10	2	■	2	9	2	5	1	6	17	■	6	13
1	■	1	2	5	9	■	17	6	9	■	10	13	9
19	2	4	■	9	6	19	■	17	6	3	2	1	6

Une chanson de Pierre Bachelet

3	2	1	4	5
2	14	12	5	1

2	14	2	10	4		19	
4	12	13	4		19	5	4

Pêle-mêle

Cette pièce de charpente sert d'étai

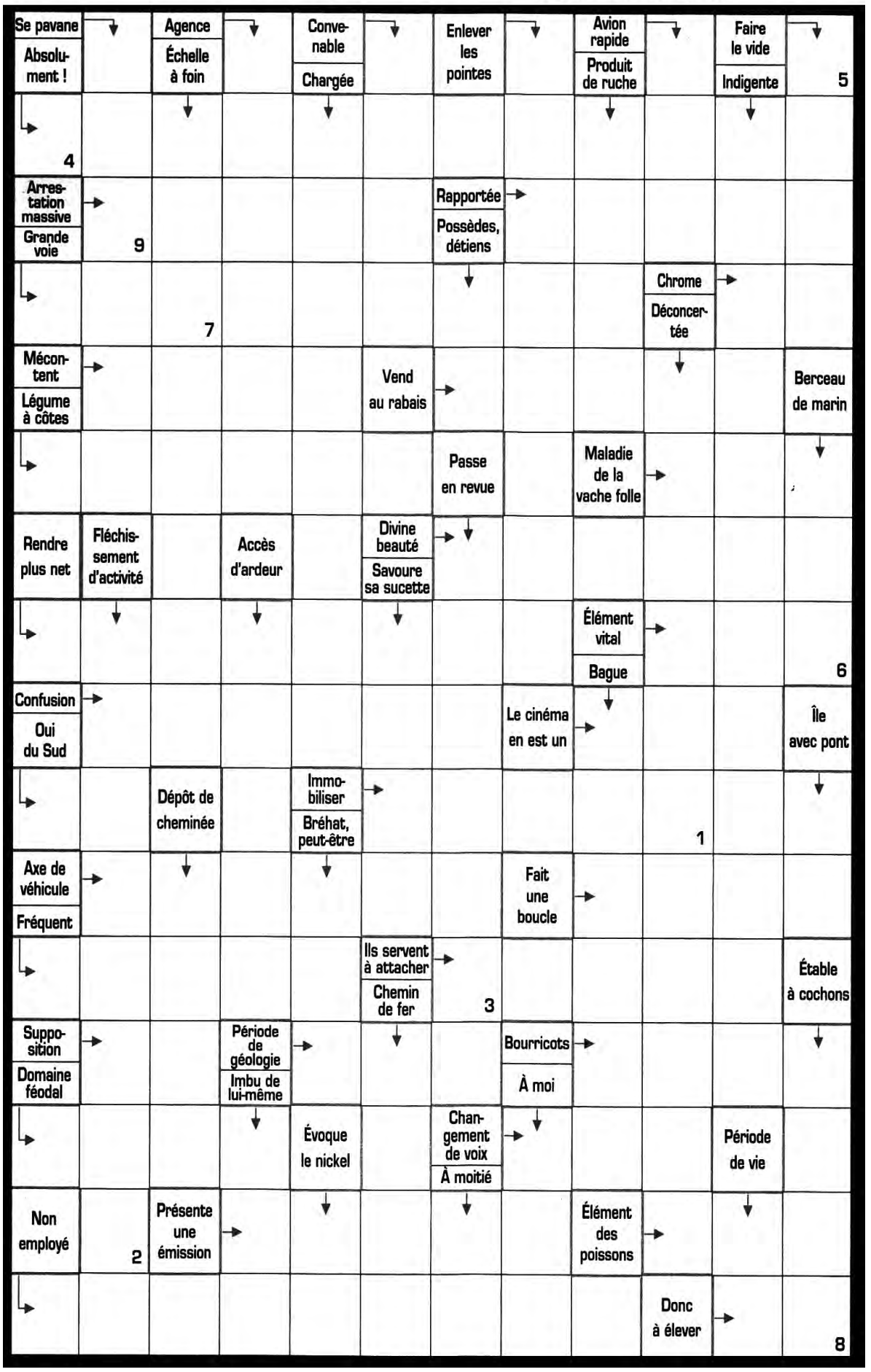
ABAISSER
ADMISE
ALLUMEE
APPLAUDI
BLAGUE
CABOTAGE
CONCEVOIR
DEPLIEE
DESIRANT
DEVOUE
DIESE
ENTOURAGE
ETAGEE
FIEFFEE
FIGUE
GRAFFITI
JESUITE
LOYALISME
METRAGE
PAYER
REBATIE
REDIT
REJOUIR
SINGLE
TOISEE
VERDOYER
VIRAGO

E	U	G	A	L	B	V	I	P	A	Y	E	R	P	F
J	V	E	S	E	I	D	A	T	I	D	E	R	E	I
E	E	O	R	R	N	B	E	L	I	B	M	G	D	E
S	R	G	A	E	A	T	O	P	A	F	A	I	E	F
U	D	G	A	I	J	Y	O	T	L	T	F	M	S	F
I	O	E	S	R	A	O	I	U	O	I	U	A	I	E
T	Y	S	V	L	T	E	U	B	R	L	E	G	R	E
E	E	S	I	O	T	E	A	I	L	A	U	E	A	G
R	R	S	I	N	U	C	M	A	R	E	G	T	N	A
A	M	R	I	O	V	E	C	N	O	C	L	E	T	T
E	A	P	P	L	A	U	D	I	S	I	N	G	L	E

Mots fléchés

1	2	3	4	5	6	7	8	9

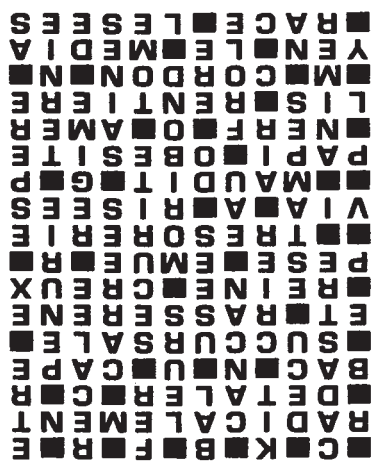
Répandre, propager des bruits, des nouvelles



Solutions

Mots codés

Mots fléchés



Sudoku

7 8 6	9 5 3	2 1 4
9 2 4	7 6 1	8 5 3
5 1 3	4 8 2	6 7 9
2 9 8	6 3 5	1 4 7
6 7 5	1 4 8	3 9 2
4 3 1	2 7 9	5 6 8
1 6 9	8 2 4	7 3 5
8 5 7	3 9 6	4 2 1
3 4 2	5 1 7	9 8 6

— NUMEROS UTILES —

Numéros Verts

- Police :	1548
- Gendarmerie nationale :	1055
- Sonelgaz :	3303
- Alerte kidnapping :	104
- Personnes en difficulté ou en détresse :	1527
- SOS Sécurité :	112
- SOS Santé :	115

Urgences

- SAMU :	021 23 50 50
- Police :	17
- Protection civile :	14
- Gendarmerie nationale :	021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers	021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d' Alger :	021 73 00 73
- Centre antipoison :	021 97 98 98
- Centre des grands brûlés :	021 63 29 95
- Institut Pasteur :	021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha :	021 23 35 35
- CHU Aït Idir :	021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun :	021 91 21 63
- CHU Beni Messous :	021 93 15 50
- CHU Kouba :	021 28 33 33
- CHU Bab El Oued :	021 96 06 06
- CHU Bologhine :	021 95 82 24
- CHU El Kettar :	021 96 48 97
- HCA Aïn Naâdja :	021 54 05 05
- Hopital Tixeraïne :	021 55 01 10
- Hopital Zéralda :	021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie :	021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie :	021 74 24 28
- Tassili Airlines :	021 50 98 58
- Aigle Azur :	021 50 91 91
- Air France :	021 98 04 04

Dépannages

- Gaz :	021 68 44 00
- Electricité :	021 68 55 00
- Service des eaux :	021 67 50 30

Radios

- Chaîne I :	021 21 48 37
- Chaîne II :	021 69 11 70
- Chaîne III :	021 48 15 15
- Radio El Bahdja :	023 70 99 99
- Jil FM :	021 69 27 27
- ENRS :	021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom	100
- Serveur vocal chèques postaux :	1530
- Seaal :	3394
- Scouts musulmans algériens :	3033
- Association algérienne de psychiatrie :	1512
- Réclamations :	18
- Renseignements / Réveil :	19
- Télégramme :	13

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr	026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi	021 74 82 52
- Hôtel Hilton	021 21 96 96
- Hôtel Sheraton	021 37 77 77
- Hôtel Mercure	021 24 59 70
- Hôtel Ibis	021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier	021 73 65 06
- Hôtel Safir	0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh	021 45 23 58
- Hôtel Mazafran	021 32 00 00
- Hôtel AZ Zéralda	023 32 55 89
- Hôtel Oasis - Kouba	021 77 04 04
- Hôtel New Day - Kouba	023 77 47 47
- Hôtel Mouflon d' Or	021 54 25 62

08h00 : Bonjour d'Algérie
09h30 : El Mouqawil
10h00 : El Karayine
10h30 : Radjeli Chef
11h00 : Expression Livre
12h00 : Journal en français
12h25 : Hayat Djadida
13h35 : Himayet El Ardh
14h05 : Dar Oum Hani
15h00 : Studio Essighar
16h00 : Ikhoua El Fadha'e
16h25 : El Djazaïr Tarikh Oua Hadhara
16h50 : Destination Algérie
17h20 : El Mouqawil
18h00 : Journal en amazigh
18h25 : Radjeli Chef
19h00 : Journal en français
19h25 : El Karayine
20h00 : Journal du 20 h
20h45 : La Semaine Éco
21h45 : Ma télé à moi
22h45 : Senteurs d'Algérie «Mascara 2e ptie»

ALGERIE

TF1

23h35 : Esprits criminels

L'équipe part pour la Californie où 2 meurtres similaires ont été commis à 3 heures d'intervalle. Dans les 2 cas, les victimes ont reçu un message puis ont été attachées à l'arrière d'un véhicule et traînées au sol. Bientôt, un 3e assassinat est commis, selon le même mode opératoire...

.4

21h00 : Le tour du monde en 80 jours

A Londres, dans les années 1880. Phileas Fogg, inventeur brillant et farfelu, a du mal à trouver sa place parmi ses pairs. Lors d'une discussion agitée avec Lord Kelvin, le conservateur président de la Royal Academy of Science, il décide de relever un défi...

arte

20h55 : Aquarius

Critique musicale ayant survécu à un cancer du sein, Clara, la soixantaine, est une femme forte qui aime profiter de la vie. Un jour, elle reçoit la visite d'un important promoteur immobilier. Il veut lui acheter son appartement, le dernier occupé d'un immeuble construit dans les années 1940 en bord de mer,...

RTL9

20h40 : Mission évasion

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, le lieutenant de l'US Army Thomas Hart est capturé par les Allemands. Il est envoyé dans un camp de prisonniers tenu par le redoutable major Visser. Là, il fait la connaissance du colonel William McNamara, chargé de surveiller tous ses co-détenus, dont il est le plus gradé...

.3

23h40 : Avenue de l'Europe, le mag

Allemagne : L'entrisme chinois. L'empire du Milieu investit massivement dans tous les Etats membres de l'Union européenne. L'Allemagne est son terrain de prédilection. Les Chinois ciblent les entreprises, les ports comme celui de Hambourg et les villes telles que la stratégique cité de Duisbourg - Italie : les appellations d'origine contrôlée, des armes efficaces...

TV5 MONDE

21h01 : DataLand

Suite à la diffusion du documentaire «Intelligence artificielle : notre meilleure amie ?», les présentateurs reçoivent : Olivier Verscheure (Directeur du Swiss Data Science Center), Sylvia Epaillard (Responsable de la publicité en ligne chez Tamedia), Solange Ghernaouti (Pr au Département des systèmes d'information de l'UNIL),...

PARIS PREMIERE

23h10 : 14-18, le bruit et la fureur

Raconté à la 1re personne, ce document retrace la vie d'un jeune homme âgé d'une vingtaine d'années au printemps 1914. Un soldat fictif et qui symbolise tous les Poilus. Il explique comment sa vie, qui s'annonçait faite d'amour, de bonheur et de légèreté, bascule dans la tourmente et l'horreur de la Grande Guerre qui fit au total...

Chérie 25

21h00 : Les enquêtes de l'inspecteur Wallander

Par un épais brouillard, l'avocat Gustav Torstensson rentre chez lui. Soudain, au milieu de la route, il entrevoit une forme humaine. Il freine, sort de sa voiture et reçoit un coup mortel. Lorsque son ami Sten Torstensson lui demande d'enquêter sur la mort de son père, l'inspecteur Kurt Wallander refuse de se charger de l'affaire. En pleine dépression,...

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites **0776 88 22 38**

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja **0795 22 65 77**

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger	021 50 91 91	- Rabah Bitat - Annaba	038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran	041 59 10 77	- Mostepha Ben Boulaïd - Batna	023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine	031 81 01 24	- 8 Mai 1945 - Sétif	0651 88 73 66

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa	029 89 46 20
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa	029 81 60 50
- Hôtel Tahat - Tamanrasset	029 31 21 21
- Hôtel Gourara - Timimoun	049 90 26 27
- Hôtel Touat - Adrar	049 96 99 33

Hôtels - Est

- Hôtel Antar - Béchar	049 81 71 63
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda	035 53 39 04
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda	035 53 43 94
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud	0660 20 88 20
- Hôtel La Gazelle d' Or - El Oued	032 11 89 02

- Hôtel Marriott - Constantine	035 53 39 04
- Hôtel Ibis - Constantine	031 99 20 00
- Hôtel Cirta - Constantine	031 92 19 80
- Hôtel Le Majestic - Annaba	038 86 54 54
- Hôtel El Mountazah - Annaba	038 65 24 12
- Hôtel El Hidhab - Sétif	036 51 41 34

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran	041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran	041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran	041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen	043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen	043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet	043 32 30 25

Jeux méditerranéens d'Oran en 2021

L'Algérie se lance le défi de les réhabiliter

La ville d'Oran aura à relever plusieurs défis en organisant en 2021, la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM-2021). Il s'agira, entre autre, de réhabiliter ces jeux, après que cette manifestation ait perdu beaucoup de sa valeur lors des précédentes années, ont estimé, hier, à Oran, des représentants d'un Cabinet international de consulting.

Lors d'un «workshop», organisé au siège de la wilaya d'Oran, les représentants du cabinet «Ernst x Young» (EY) ont, notamment, mis en exergue cette opportunité qui se présente pour la ville d'Oran afin d'organiser des JM de haute facture sur tous les plans, surtout qu'il s'agira de la seule manifestation sportive internationale d'envergure programmée pour l'année 2021.
En effet, cette 19e édition interviendra une année après les Jeux Olympiques de Tokyo en 2020 et 4 ans avant ceux de Paris en 2024, ce qui devrait encourager les pays participants à se déplacer dans la capitale de l'Ouest du pays avec leurs meilleurs athlètes. De l'avis de l'un des représentants de «EY», la participation aux JM d'Oran sera bénéfique pour ces athlètes afin de préserver leur forme compétitive. Cela n'a pas été le cas par exemple pour la précédente édition des JM, organisée en 2018 à Tarragone (Espagne), et qui n'avait pas suscité un grand engouement, en raison, entre autres, de la concurrence du Mondial de football, organisé, la même année en Russie, a-t-on expliqué.
Pour le cabinet «EY», sollicité par la wilaya d'Oran pour apporter sa contribution dans la réussite des JM-2021 grâce à sa riche expérience en matière de consulting, la ville est déjà en avance dans ses préparatifs pour ce rendez-vous, notamment, en matière d'infrastructures sportives aussi bien celles en cours de réalisation ou faisant l'objet d'opérations de rénovation.
La communication et la promotion des JM s'avèrent aussi une condition sine-qua-non pour la réussite de cette manifestation sportive régionale. À cet effet, un travail titanesque attend les organisateurs dans ce registre, aussi bien sur le plan local ou international, insiste-t-on à ce propos. Pour les conseillers de «EY», un cabinet impliqué actuellement dans la préparation des JO-2020 et de 2024, les autorités d'Oran devront profiter justement de l'organisation des JM dans leur ville pour booster d'autres secteurs, en plus du secteur sportif. L'Industrie, le Tourisme et l'Agriculture sont des créneaux parmi d'autres qui devront tirer des dividendes du déroulement à El Bahia des JM, surtout par rapport à la nouvelle politique économique prônée par les pouvoirs publics du pays et portée vers la diversification des activités économiques et la promotion de l'exportation hors hydrocarbures, selon les mêmes intervenants. En présence des parties prenantes dans l'organisation des JM et relevant des différentes secteurs, le wali d'Oran, Mouloud Cherifi, a axé son intervention sur la nécessité de penser à la meilleure manière de rentabiliser ces jeux sur le plan financier.
«L'État est en train de consacrer des sommes colossales pour l'organisation des JM.
Il y a lieu de penser à la meilleure façon d'assurer un retour intéressant sur cet investissement», a-t-il indiqué.
Le devenir du village olympique, une infrastructure immense en cours de réalisation, après la fin de la 19e édition des JM, constitue par exemple, selon le wali, l'un des dossiers à étudier, «dès maintenant».

Bilel C.

Athlétisme - Marteau féminin

Nouveau record d'Algérie pour Bouzebra en 64.07 m

La lanceuse de marteau algérienne Zouina Bouzebra a établi un nouveau record national dans cette spécialité, avec un jet mesuré à 64.07 m lors des Championnats d'Egypte d'athlétisme, disputés au Caire. Bouzebra a amélioré ainsi son propre record dans cette spécialité qu'elle détenait depuis le 21 mai 2017 à Pantoise (France) avec une marque à 62.63 m. L'internationale algérienne a réalisé par la même occasion les minima pour les prochains Championnats arabes, prévus du 4 au 8 avril au Caire, et ceux des prochains Jeux africains qui se dérouleront du 23 août au 3 septembre au Maroc.
Zouina Bouzebra se trouve au pays des Pharaons depuis environ un mois pour un stage de préparation en vue des prochaines échéances internationales, dont ces Championnats arabes 2019 et les Jeux africains de la même année.

Tour du Rwanda de cyclisme - 2e étape

Victoire de l'Erythréen Merhawi Kudus

Le cycliste érythréen Merhawi Kudus a remporté la 2e étape du Tour du Rwanda, disputée, avant-hier, sur une distance de 120.5 km, entre Kigali et Huye.
Sept ans après sa 1re victoire, en 2012, Kudus s'est imposé en solitaire devant l'équipe de Delko Marseille, qui voulait offrir la victoire à son coureur rwandais, Joseph Areruya. Kudus avait eu très peur, dimanche, à l'arrivée de la 1re étape, car il était tombé dans le dernier virage alors qu'il visait la victoire. Mais ce n'était que partie remise, puisqu'il a largement rectifié le tir lors de cette 2e étape, en s'imposant haut la main. Azzedine Lagab, le 1er Algérien dans le classement de cette étape, est entré à la 37e position avec 26 secondes de retard sur le vainqueur qui a bouclé les 120.5 km en 3h02:17.
Lagab a devancé ses compatriotes Youcef Reguigui (49e) avec 51 secondes de retard, Abderaouf Bengayou (52e) avec une minute de retard, Oussama Cheblaoui (63e) et Abderrahmane Mansouri (64e) avec 1:13 secondes de retard.
Le Tour international du Rwanda se déroule en 8 étapes, du 24 février au 3 mars. La sélection algérienne y participe avec 5 coureurs, en l'occurrence, Azzedine Lagab, Youcef Reguigui, Abderrahmane Mansouri, Oussama Cheblaoui et Abderaouf Bengayou. Au total, 16 équipes, dont 6 sélections nationales africaines, sont engagées dans cette compétition, devenue la seconde épreuve cycliste du continent en catégorie 2.1 après la Tropicale Amissa-Bongo (Gabon).

Natation

Les Championnats maghrébin et d'Afrique de la zone 1 des jeunes catégories du 1er au 4 mai à Alger

Les Championnats maghrébin et d'Afrique de la zone 1 des jeunes catégories en grand bassin, se dérouleront du 1er au 4 mai à la piscine Hacène-Khitemen (Alger), avec la participation de 6 pays, a-t-on appris, avant-hier, auprès du président de l'Union maghrébine de natation, l'Algérien Hakim Boughadou. Outre, l'Algérie de l'Egypte et de la Mauritanie. «Nous nous attelons à donner un nouvel élan à cette compétition en la jumelant avec les Championnats d'Afrique de la zone 1, permettant à l'Egypte et la Mauritanie d'y prendre part», a déclaré Boughadou.
«Cette compétition permettra également de relancer les activités de l'Union maghrébine et développer la discipline dans la région», a-t-il ajouté qui est également président de la Fédération algérienne de natation. Afin de préparer les nageurs algériens dans les meilleures conditions, la Direction des jeunes talents de la FAN a indiqué qu'elle retiendra les 2 meilleurs temps dans chaque spécialité, comme c'était le cas lors des Jeux africains de la jeunesse 2018 à Alger. Hakim Boughadou a été élu président de l'Union maghrébine de natation pour un mandat de 4 ans, lors des élections qui se sont déroulées lors des Championnats d'Afrique 2018 disputés à Alger.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU

DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA DE TINDOUF

NIF : 099037019011429

AVIS D'INFRUCTUOSITÉ

Conformément aux dispositions de l'article 40 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ; La Direction des ressources en eau de la Wilaya de Tindouf informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°020/2018 en vue de: **Rénovation du réseau d'assainissement de la ville de Tindouf sur 09 km :**

- Lot n°04 : rénovation du collecteur d'assainissement de Hassi Ammar

Publiée dans les quotidiens nationaux : الصوت الآخر du 02/12/2018 et L'Echo d'Algérie du 03/12/2018 et dans le Bomop N°1631 du 09 au 15/12/2018.
Que la procédure d'appel d'offres est déclarée infructueuse Pour le motif : aucune offre n'est déclarée conforme au contenu du cahier des charges après avoir évalué les offres (Aucun offre n'est préqualifiée techniquement)

Les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, sont invités de se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de cet avis. Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré par le service contractant peuvent introduire un recours auprès du comité des marchés publics de la wilaya de Tindouf dans les dix (10) jours à compter de la première publication de cet avis, dans le BOMOP, la presse ou le portail des marchés publics.

L'Echo d'Algérie : 27/02/2019 | **Anep : 1916004812**

Coupe d'Algérie de football - 1/4 de finale - retour

L'ES Sétif en mode «remontada» face à l'USM Annaba

L'ES Sétif, sèchement battue au match aller (2-0) en déplacement par l'USM Annaba, tentera de renverser la vapeur cet après-midi à domicile (17h00) en quart de finale retour de la Coupe d'Algérie de football.

Impuissante face au pensionnaire de Ligue 2, euphorique devant son public, l'Entente devra réaliser le match parfait pour espérer passer au dernier carré de l'épreuve populaire. Une mission qui reste a priori dans les cordes des coéquipiers du capitaine Abdelmoumen Djabou, forfait pour blessure, même si la vigilance devra rester de mise face à une équipe qui semble avoir une longueur d'avance. «Certes, la défaite du match aller est sévère, mais je dirais que nous avons tous les moyens pour aller chercher le billet de la qualification. Les joueurs sont conscients de ce qui les attend ce mercredi. On doit sortir le match qu'il faut pour d'abord remonter notre retard et puis faire la différence. On reste confiants quant à nos moyens», a indiqué le coach sétifien Nabil Neghiz. Du côté d'Annaba, la mobilisation est à son comble pour arracher une qualification retentissante face à l'un des spécialistes de Dame Coupe, détenteur du record de trophées (8) en compagnie du MC Alger et de l'USM Alger.
Le nouvel entraîneur de l'USMAn, Lakhdar Adjali, aura à cœur de réussir ce second test et de conforter ses dirigeants quant au choix de son engagement. Il s'agit du premier quart de finale retour de l'épreuve, dont les rencontres s'étaleront jusqu'au vendredi 29 mars avec les deux affiches Paradou AC-JSM Béjaïa et MC Oran-CS Constantine.

Bessa N.

MC Oran

L'heure est à la résurrection du club

Seules les «compétences» seront retenues pour gérer le MC Oran durant le règne de l'entreprise Hyproc Shipping Campany, une fois que cette dernière a racheté la majorité des actions de ce club de Ligue 1 de football, a prévenu, samedi, le wali d'Oran. «L'annonce de l'arrivée imminente d'Hyproc a donné des idées à certains dans les milieux du club qui veulent en profiter pour avoir des postes de responsabilités. A tous ceux qui ont des visées de cette nature, je leur fais savoir que seules les compétences seront admises, car l'heure est à la résurrection au MCO», a-t-il dit en marge d'une visite d'inspection aux chantiers du complexe sportif et du village olympique, deux projets en cours de réalisation en prévision des Jeux méditerranéens que va abriter la ville en 2021. Le même responsable a réaffirmé qu'Hyproc, la filiale de Sonatrach spécialisée dans le transport maritime des hydrocarbures, est dans l'attente des documents comptables des responsables de la Société sportive par actions du MCO pour passer à l'acte. «Pas plus tard que lundi dernier, j'ai présidé une réunion ayant regroupé les dirigeants des deux parties, et les choses fonctionnent comme on le souhaite. Hyproc deviendra bel et bien actionnaire majoritaire du MCO au moment opportun. L'opération n'a à aucun moment été remise en cause», a-t-il rassuré. Pointant du doigt certains «perturbateurs qui tentent de semer la zizanie à travers des rumeurs infondées», le wali a fait savoir que pour prouver sa bonne foi, Hyproc a déjà débloqué une première subvention au club. Ce n'est pas tout, a-t-il poursuivi, puisque le premier responsable de cette entreprise a promis des primes aux joueurs s'ils parviennent à réaliser les meilleurs résultats possibles. «Désormais, aucun problème financier ne se posera au MCO grâce à l'apport d'Hyproc qui a déjà débloqué une première subvention au club, tout en promettant des primes aux joueurs pour les motiver à réaliser les meilleurs résultats possibles en vue de la fin de saison», a-t-il précisé. Le MCO, et contrairement à ce que ses dirigeants avaient affiché en début de saison, lutte pour son maintien parmi l'élite. Il lui reste néanmoins la Coupe d'Algérie, où l'équipe affrontera en quarts de finale le CS Constantine, pour sauver sa saison. «Hyproc veut professionnaliser le MCO, alors aidons cette entreprise à réaliser son objectif au lieu de lui mettre déjà les bâtons dans les roues, d'autant qu'il s'agit de sa première expérience dans le domaine sportif», a-t-il conclu.

MCA

L'inauguration du centre de formation attendra

Le Mouloudia d'Alger devra encore patienter pour voir le propriétaire du club, Sonatrach, donner le coup d'envoi des travaux de la réalisation du centre de formation. Prévu pour l'après-midi d'avant-hier à Ben Aknoun, les responsables de Sonatrach ont décidé de reporter ladite opération à une date indéterminée, justifiant cela par la situation qui prévaut actuellement, en raison des manifestations et des marches qui caractérisent le quotidien à Alger.
C'est du moins le justificatif avancé par les responsables de la compagnie pétrolière, à en croire certains responsables du Mouloudia. Côté technique, le coach Adel Amrouche a décidé d'opérer un léger changement dans le programme de préparation de son team, notamment avec ce repos forcé auquel sera soumise l'équipe, depuis le report de son match retard face au MC Oran prévu pour samedi dernier. Ainsi, le technicien algérois a décidé d'accorder deux jours de repos (lundi et mardi) à ses joueurs, au lieu d'un, fixant la reprise des entraînements pour ce mercredi après-midi à Aïn Benian. A cet effet, Amrouche, qui avait émis le vœu de disputer une joute amicale ce mardi, a décalé de deux jours la date de la première des deux joutes programmées durant cette trêve, soit pour ce jeudi et qui devrait voir le MCA donner la réplique à la sélection militaire, en attendant de désigner un second sparring-partner pour une autre rencontre amicale en milieu de semaine prochaine, qui ne devrait être autre que l'équipe de l'Etoile de Ben Aknoun, pensionnaire de la Division nationale amateur (DNA).

Report de plusieurs matches

La préparation des Verts pour la CAN 2019 risque d'être perturbée

Plusieurs matches du championnat de Ligue de la saison 2018-2019 sont reportés alors que d'autres rencontres sont appelées à l'être. Ces décalages imprévus auront un impact négatif sur le respect du calendrier du championnat. La Ligue de football professionnel (LFP) a fixé la fin du championnat au courant du mois de mai prochain afin de permettre à l'équipe nationale d'entamer son stage bloqué de longue durée en prévision de sa participation à la phase finale de la coupe d'Afrique des nations prévue en Egypte du 21 juin au 19 juillet 2019. Il est vrai que la LFP a pris en compte, dans l'établissement du calendrier du championnat, le déroulement de l'élection présidentielle le mois d'avril prochain, sachant que des matches devraient être reportés le week-end du scrutin et durant la campagne électorale qui débutera le 24 mars prochain. Toutefois, la LFP n'a pas prévu le report des matches en raison des marches populaires et des rassemblements qui sont organisés un peu partout. En ce sens, les matches MCA-MCO au stade du 5-Juillet à Alger et JSMB-PAC à Béjaïa ont été reportés à une date ultérieure à cause des marches populaires qui s'étaient déroulées vendredi dernier à travers le territoire national. Dans ce sillage, le match à grand enjeu DRB Tadjenanet-CR Belouizdad, prévu ce mardi est reporté à une date ultérieure. Le choc de Ligue 1, USMA-PAC initialement prévu ce vendredi, est décalé à samedi. Idem pour les matches de Ligue 2, US Biskra-JSM Skikda et ASM Oran-RC Relizane qui sont décalés à samedi au lieu de vendredi. Les dernières informations parvenant de la LFP font état du report d'autres matches pour des raisons sécuritaires, car il s'agit d'éviter les rassemblements des supporters qui risquent de se transformer en émeutes surtout si leur équipe favorite sort vaincue. A la Ligue, on a indiqué qu'avant la programmation de chaque match, il est nécessaire de coordonner avec les forces de sécurité ainsi que les walis pour prendre toutes les précautions et éviter que la situation dégénère à la sortie des stades. A ce rythme, la LFP risque de se retrouver avec un nombre impressionnant de matches à reprogrammer, alors que le calendrier reste serré à huit journées de la fin du championnat. A cela s'ajoutent les matches de la Coupe d'Algérie, mais aussi les matches de la Coupe d'Afrique des clubs, où trois équipes algériennes sont engagées, à savoir le NA Hussein Dey, la JS Saoura et le CS Constantine. En somme, il sera difficile de terminer le championnat à la date prévue, à moins que la LFP et la FAF optent pour la solution de reporter la fin du championnat, au moment où certains clubs profitent de cette situation qu'ils qualifient d'«exceptionnelle» pour suggérer un championnat à blanc c'est-à-dire sans rétrogradation.

Liste de l'EN

Belmadi va-t-il brasser large ?

Moins d'un mois nous sépare du prochain match de l'équipe nationale comptant pour les éliminatoires de la CAN 2019. Un rendez-vous prévu le 22 mars contre la Gambie à Blida. Etant déjà qualifiés, les Verts joueront pour le prestige. Une occasion pour le sélectionneur, Djamel Belmadi, de faire une revue d'effectif.

D'autant que trois jours plus tard, l'EN affrontera en amical la Tunisie. Reste à savoir quels sont les joueurs qui seront convoqués pour ces deux confrontations. Le coach national reconduira-t-il les «habitués», ou bien va-t-il brasser large pour donner la chance à d'autres joueurs susceptibles de renforcer le groupe en prévision de la CAN ?
En technicien pragmatique, Belmadi optera sans doute pour un «mélange». Il peut y avoir même un ou deux nouveaux capés suivant la forme affichée actuellement par les joueurs algériens évoluant dans les différents championnats. L'on pense, notamment à Saïd Benrahma, dont les dernières performances avec son club Brentford, forcent le respect. Auteur jusque-là de sept buts et 11 passes décisives en Championship, il mérite, selon les observateurs, de revenir en sélection. Cela dit, le dernier mot revient au coach national, surtout que la concurrence est féroce au milieu de terrain. Saïd Benrahma, mais aussi Nabil Bentaleb rêvent néanmoins de faire leur come back en équipe nationale. Ainsi, Belmadi aura l'embarras du choix au lieu du choix de l'embarras. Aussi, l'abondance de biens n'a jamais nui à personne. L'équipe nationale peut se targuer à l'heure actuelle d'avoir un

effectif assez riche, des joueurs d'égale valeur pratiquement à tous les postes, même si à priori l'équipe-type est plus ou moins dégagée. N'empêche, les nouveaux venus auront leur mot à dire et ce sont les plus en forme qui seront alignés lors de la CAN. Dans ce registre, les joueurs locaux alignés lors du match amical gagné contre la Qatar, qui a été couronné champion d'Asie, quelques semaines plus tard, faut-il le rappeler, ont envoyé un signal fort à leurs concurrents. En plus de Chita, Meziane, Belaïli qui ont fait leurs preuves, d'autres jeunes loups comme Zakaria Naïdji, le meilleur buteur de la Ligue 1 et Hicham Boudaoui peuvent également prétendre à une place dans la sélection. Pas en tant que titulaires, mais ils feront de bonnes doublures et plus si affinités. Avec la venue de Belmadi, le conflit stérile et exaspérant pros-locaux, appartient au passé. Seuls les plus méritants auront leur place. A titre d'exemple, le coach des Verts n'a pas hésité dernièrement à écarter Nabil Bentaleb pour mettre à sa place Oussama Chita. Le seul critère pour lui est la performance, peu importe où le joueur évolue. Cela dit, il pourrait y avoir des cadres inamovibles, des leaders dont la présence est primordiale dans le groupe. L'on pense à Brahimi, Feghouli, Mahrez, M'Bolhi, Slimani. Même si ce dernier est en passe de perdre sa place de titulaire au profit de Bounedjah la nouvelle force de frappe des Verts. La prochaine liste de Djamel Belamadi devrait en tout cas nous renseigner sur l'effectif appelé à représenter le pays lors de la prochaine Coupe d'Afrique en Egypte. Ce n'est absolument pas le moment de connaître une baisse de forme ou de disparaître des radars du sélectionneur…

Ali Nezlioui

Selon Tuttomercatoweb

Séville s'intéresse à Farès

La direction du FC Séville a envoyé des émissaires en Italie pour l'arrière gauche algérien, Mohamed Farès, le week-end dernier face à Sassuolo, en vue du Mercato d'été prochain selon, Tuttomercatoweb. Les responsables espagnols sont intéressés par le profil du défenseur de SPAL. Auteur d'une bonne première partie de saison en Serie A, Farès pourrait bien s'envoler vers un autre championnat au mois de juin. Mohamed Farès est aussi sur les tablettes des clubs italiens à l'image du Napoli d'Ancelotti et de l'AS Rome de Di Francesco.

Hoffenheim

Belfodil décisif

Titulaire une nouvelle en Bundesliga, l'attaquant Ishak Belfodil n'a pas réussi à marquer, mais il a contribué à l'unique but du TSG Hoffenheim face à RB Leipzig. Le joueur formé à Lyon n'a pas touché beaucoup de ballons durant les minutes qu'il a jouées, surtout que l'équipe adverse était la plus dangereuse durant les 90 e minutes. Ishak Belfodi effectue à la 22e minute un effort défensif pour enlever le ballon à un adversaire au milieu du terrain, avant de partir vers l'avant et donner une balle de but pour le Brésilien Welington, ce dernier voit sa frappe détournée par le portier mais la balle termine dans les pieds de Kramaric qui l'a met au fond. Auteur de 7 buts en Bundesliga cette saison, Belfodil a laissé sa place à la 68e minute et voit son équipe être rejointe au score durant la dernière minute du temps réglementaire . Score final 1-1 entre les deux équipes dans une très belle affiche de cette journée de Bundesliga .

Stade de Rennes

Stephan évoque la sortie de Zeffane

Le coach du Stade de Rennes, Julien Stéphan, a évoqué la sortie sur blessure de l'international algérien, Mehdi Zeffane, face à l'Olympique de Marseille. L'entraîneur rennais a déclaré : «Il a eu un petit problème musculaire en haut de la jambe. Mehdi était rassurant. Il m'a dit tout de suite qu'il pensait qu'il s'était arrêté à temps.» Julien Stéphan a ajouté : «Avec son expérience, il a senti tout de suite qu'il ne pouvait pas continuer, sinon il allait aggraver la blessure.» Pour rappel, le défenseur algérien est sorti à la 13e minute de jeu, dimanche dernier, lors du match nul face à Marseille.

Selon le site sportif kooora.

Al Hilal veut Moustapha Zeghba

Après l'intérêt d'Al Ittihad, c'est au tour du club saoudien d'Al Hilal d'être intéressé par le portier algérien, Moustapha Zeghba, selon le site sportif kooora. La direction d'Al Hilal serait très intéressée par le profil de l'international algérien, une offre devrait être formulée, lors du Mercato d'été prochain. Il est convoité par des clubs de Ligue 1, mais aussi par des dirigeants d'équipes saoudiennes. Moustapha Zeghba est l'un des meilleurs gardiens du championnat algérien, ces derniers mois, il est titulaire indiscutable à l'ESS, depuis de début de saison.

Il risque de rater la CAN 2019

Les temps sont durs pour Slimani

Alors qu'il a promis à la presse et aux supporters qu'ils allaient avoir droit à son vrai visage contre le Besiktas, Islam Slimani a reçu le choc de sa vie hier. L'entraîneur Ersun Yanal a étonné plus d'un en décidant de l'écarter carrément du groupe, il n'a donc pas figuré dans la liste des 18 concernés par le big derby d'Istanbul. Déjà jeudi passé, les prémices de la fin commençaient à être visibles avec la mise à l'ecart du joueur lors du déplacement en Russie, Islam n'a pas été titularisé en dépit de l'absence d'un vrai avant-centre dans le groupe, Soldado n'étant pas qualifié, c'est André Ayew qui a été aligné et l'attaquant de l'EN n'a eu droit qu'à quelques minutes de jeu seulement en 2e mi-temps qui ne lui ont pas permis d'éviter l'élimination de l'Europa League. Hier, et alors que la presse se demandait si le joueur allait jouer d'entrée ou seulement comme remplaçant, Ersun Yanal a frappé un gros coup en écartant Islam des 18, il n'est pas le seul à subir la furia de son coach, puisque le Suisse Frey a aussi eu le même sort, il faut dire que le chiffre d'un but marqué depuis le début de saison en championnat poursuit Slimani à chaque semaine, cela l'a carrément complexé, il arrive à scorer de temps a autre mais jamais dans cette compétition ou son club risque carrément la relégation, questionné hier par la presse sur la raison de l'absence du joueur, Yanal a répondu par une question, surtout qu'il a dû faire face aux critiques lorsqu'il a décidé de lui faire confiance, autrement dit, Slimani a eu largement sa chance mais n'a jamais su la saisir, cet épisode risque de lui bousiller un moral déjà sapé par son manque d'efficacité. Fenerbahçe qui avait la possibilité de liberer Islam l'hiver dernier l'a retenu au tout dernier moment, préférant continuer à payer son salaire de 400 mille euros par mois, un pari peu fructueux en attendant de voir la suite qui s'annonce compliquée pour l'ancien joueur de Chéraga. A noter que l'autre Algérien à savoir Benzia a officialisé sa fin de saison jeudi passé lorsque le club turc s'est fait éliminer de l'Europa League, seule et unique compétition où il était encore qualifié.

B. N.

Naples

Pourquoi le transfert de Bennacer a échoué

Le président italien d'Empoli, Fabrizio Corsi, a expliqué pourquoi le transfert de l'international algérien, Ismaël Bennacer, vers Napoli a échoué, lors du Mercato d'hiver dernier, dans une déclaration à une radio locale. Le patron du promu en première division italienne a déclaré : «Nous aurions dû mener une opération de double transfert avec Naples. Tonelli devait atterrir en Toscane, Bennacer à Naples.» Ainsi, les deux directions s'étaient mises d'accord pour un échange Tonelli-Bennacer, en janvier. C'est le défenseur central italien qui n'a pas voulu repartir à Empoli. Fabrizio Corsi a ajouté : «Ensuite, le défenseur est resté à Sampdoria et la double négociation menée avec le club napolitain n'est pas allée au bout.» Le premier responsable d'Empoli a conclu : «Nous verrons en mai si Bennacer sera à Naples, à l'Inter ou bien si il restera à Empoli.»

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Météo

	Alger	Oran	Constantine	Tamanrasset	Tindouf
Min°	3°	4°	1°	3°	5°
Max°	17°	18°	12°	21°	23°

Horaires des prières Alger

El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
05:56	13:01	16:12	18:43	20:01

Coopération algéro-tunisienne

Ouyahia reçoit le ministre tunisien de l'Intérieur

Effectuant une visite de travail en Algérie, à l'invitation de son homologue algérien, le ministre de l'Intérieur tunisien, Hichem Fourati, a été reçu, dans la matinée d'hier, par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia. L'audience s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui. Rappelons que Fourati et Bedoui avaient eu, lundi, un entretien qui a permis aux deux responsables de passer en revue la coordination opérationnelle entre les deux pays, au niveau sécuritaire. «A cette occasion», précise le communiqué, «l'accent a été mis sur la nécessité d'œuvrer ensemble pour le développement et la sécurisation des régions frontalières dans le cadre des orientations données en ce sens par les chefs d'Etat des deux pays».

• Violence

Cherif Mellal agressé à Tizi-Ouzou

Chérif Mellal, président de la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK), a été agressé, hier, à l'arme blanche par des inconnus, a-t-on appris d'une source locale.
L'agression a eu lieu à proximité du siège du club, situé dans la ville de Tizi-Ouzou.
Sur une photo qui nous est parvenue, l'on voit Chérif Mellal assis sur une chaise se tenant la tête entre les mains, et les vêtements maculés de sang. Pour rappel, dimanche dernier, Chérif Mellal était en compagnie d'Isaâd Rebrab, président du groupe Cevital, pour l'inauguration d'un centre de formation au profit de la JSK.

UMA

La 18e Session de la Commission ministérielle de la sécurité alimentaire s'ouvre demain, à Tunis

La 18e session de la Commission ministérielle maghrébine chargée de la sécurité alimentaire se tiendra, demain, à Tunis, avec la participation du ministre de l'Agriculture, du Dveloppement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi. Cette session est précédée par une réunion des experts qui se tient les 26 et 27 février. Bouazghi prendra, également, part aux travaux de la 23e conférence de la Commission régionale de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) ouverte, ce mardi, dans la capitale tunisienne. Outre ces deux rencontres, le ministre rencontrera son homologue tunisien,
Samir Taïeb, dans le cadre du renforcement et de la consolidation de la coopération algéro-tunisienne dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche.

APN

L'Algérie prend part à la Conférence sur le terrorisme et l'extrémisme en Egypte

L'Assemblée populaire nationale (APN) participe aux travaux de la Conférence régionale sur le terrorisme et l'extrémisme violent, qui se tient du 26 au 27 février à Louxor (Egypte). Cette conférence constitue le début d'une série d'activités agréées du Groupe consultatif de haut niveau relevant de l'Union interparlementaire (UIP) en vue de réaliser les objectifs du programme commun de l'Union en matière de lutte contre le phénomène de terrorisme.
Les travaux verront l'examen des opportunités offertes et des défis auxquels sont confrontés les parlements dans le but de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, en focalisant notamment sur la menace que constituent les combattants terroristes étrangers, ajoute le communiqué. A noter que le député Seddik Chihab participera aux travaux de la conférence en sa qualité de membre du Groupe consultatif de haut niveau relevant de l'UIP.

Union internationale du notariat

Louh reçoit Me José Marqueno de Llano

Le président de l'Union internationale du notariat, a affirmé, hier l'importance de la coopération entre l'Algérie et son organisation, notamment en matière de formation. Reçu en audience par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, De Llano a affirmé que les deux parties avaient évoqué, au cours de cette rencontre, plusieurs aspects relatifs à «l'importante coopération» entre l'Algérie et l'Union internationale du notariat, principalement la formation.
En outre, il a estimé que cette rencontre était «une opportunité propice pour aborder la question de l'Université africaine de notariat», un évènement dont les travaux seront abrités par la wilaya d'Annaba à partir de ce jour et ce jusqu'au 03 mars.
Le même responsable s'est félicité, également, des efforts consentis par l'Algérie en matière de renforcement du rôle du notaire et de modernisation de cette profession. Pour rappel, l'Algérie préside actuellement la Commission africaine du Notariat (CAAF) et est un membre efficace dans les différentes instances du notariat de l'Union africaine.

• Education nationale

2e session du concours professionnel de promotion aux grades supérieurs en mars prochain

Le ministère de l'Education nationale a fixé au 16 mars 2019, la tenue de la deuxième session du concours professionnel de promotion aux grades de professeur principal et professeur formateur pour les trois cycles de l'enseignement, sachant que la première session a eu lieu le 15 janvier. Cette session tiendra compte du nombre des postes vacants restants, a écrit la ministre de l'Education nationale sur sa page Facebook. Pour rappel, Benghabrit avait annoncé que près de 32 000 enseignants sur un total de 74 638 enseignants candidats à ce concours «ont réussi les examens professionnels de promotion aux grades de professeur principal et professeur formateur, tenus mi-janvier dernier. Benghabrit avait réaffirmé l'attachement de son secteur, depuis 2014, «à la mise à jour et à l'amélioration de tous les textes régissant les examens et concours», insistant sur l'impératif d'»assurer l'égalité des chances et la crédibilité des examens professionnels, en tenant compte du critère de mérite, au regard des missions assignées aux professeurs principal et formateur».

Ooredoo présente le taxi volant 5G dans son pavillon

Les visiteurs du stand Ooredoo peuvent expérimenter les capacités de la 5G en empruntant le taxi volant via la technologie de réalité virtuelle et en survolant le ciel de Doha Ooredoo, l'un des leaders mondiaux du secteur des télécommunications a présenté l'une des applications pratiques sur les capacités 5G et les transformations qu'elles apporteront dans le domaine des transports et des communications, à travers la présentation du Taxi volant autonome 5G au niveau de son pavillon du Congrès Mondial du Mobile 2019.
Le Congrès Mondial du Mobile qui se tient à Barcelone, du 25 au 28 février, sous le thème «Communications intelligentes» devrait rassembler plus de 107 000 experts et professionnels du secteur des télécommunications.
Le taxi volant 5G offre aux visiteurs du pavillon Ooredoo la possibilité d'expérimenter les capacités de la 5G en survolant la capitale qatarie Doha via la technologie de la réalité virtuelle dans le cadre d'une expérience simulant l'avenir de solutions pratiques qui seront disponibles via le réseau 5G dans les domaines du transport et télécommunications.
Le taxi volant 5G ne sera pas la seule application pratique que présentera Ooredoo lors du Congrès Mondial du Mobile. En effet, les visiteurs du pavillon de Ooredoo pourront découvrir également une gamme de solutions intelligentes 5G qui révolutionneront leur vie quotidienne, notamment une solution intelligente permettant aux parents de surveiller directement les sites utilisés par leurs enfants, les solutions de sécurisation des stades en utilisant le Drone, les applications intelligentes connectées pour aider et servir les visiteurs lors des grandes joutes internationales, telle que le prochain Mondial 2022 au Qatar. Tout au long de l'année précédente, Ooredoo a accompli d'importantes réalisations dans la technologie 5G. La compagnie avait lancé au Qatar le premier réseau commercial 5G au monde et a réussi à lancer le premier appel international 5G au monde dans le monde arabe. À ce jour, la compagnie est dotée de plus de 100 sites au Qatar avec les tours 5G, et a effectué des tests sur le réseau 5G en Indonésie, au Koweït et aux Maldives et a créé un centre de technologie 5G au Myanmar. A cette occasion, Cheikh Saud Bin Nasser Al-Thani, président exécutif du groupe Ooredoo, a déclaré qu'«Ooredoo a réussi à asseoir son leadership au niveau mondial en termes de 5G, en étant la première entreprise télécoms au monde à lancer commercialement son réseau 5G en 2018. Durant le Congrès Mondial du Mobile, nous aspirons à ce que les solutions que nous présenterons dans notre pavillon, connaissent un grand engouement des visiteurs, experts et des médias, notamment avec l'introduction du taxi autonome 5G, qui donnera aux utilisateurs l'opportunité de s'y installer et survoler le ciel de Doha via la technologie de réalité virtuelle. Nous sommes fiers du rôle de Ooredoo et de sa contribution pour mettre en avant le leadership du Qatar dans le monde à travers ses applications et solutions 5G ainsi que les villes intelligentes. Cela est totalement adapté à la thématique du Congrès Mondial du Mobile de cette année, à savoir la Communications intelligente». A noter que Ooredoo prépare actuellement environ 1200 stations équipées de la technologie 5G, permettant aux utilisateurs de profiter de cette technologie de pointe dans toutes les régions du Qatar. Les participants au Congrès Mondial du Mobile peuvent visiter le pavillon Ooredoo dans le hall 2H60, à Barcelone – Adresse : Fira Gran Via - Fira Montjuïc- La Farga L'Hospitalet.
Pour plus de détails, visitez le site de Ooredoo : **www.ooredoo.com**

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information

Pour votre publicité ou vos annonces, veuillez contacter notre département marketing - commercial

Contactez :
Tél-Fax : 023 54 23 04
E-mail : echodalgerie@gmail.com
www.lechodalgerie-dz.com